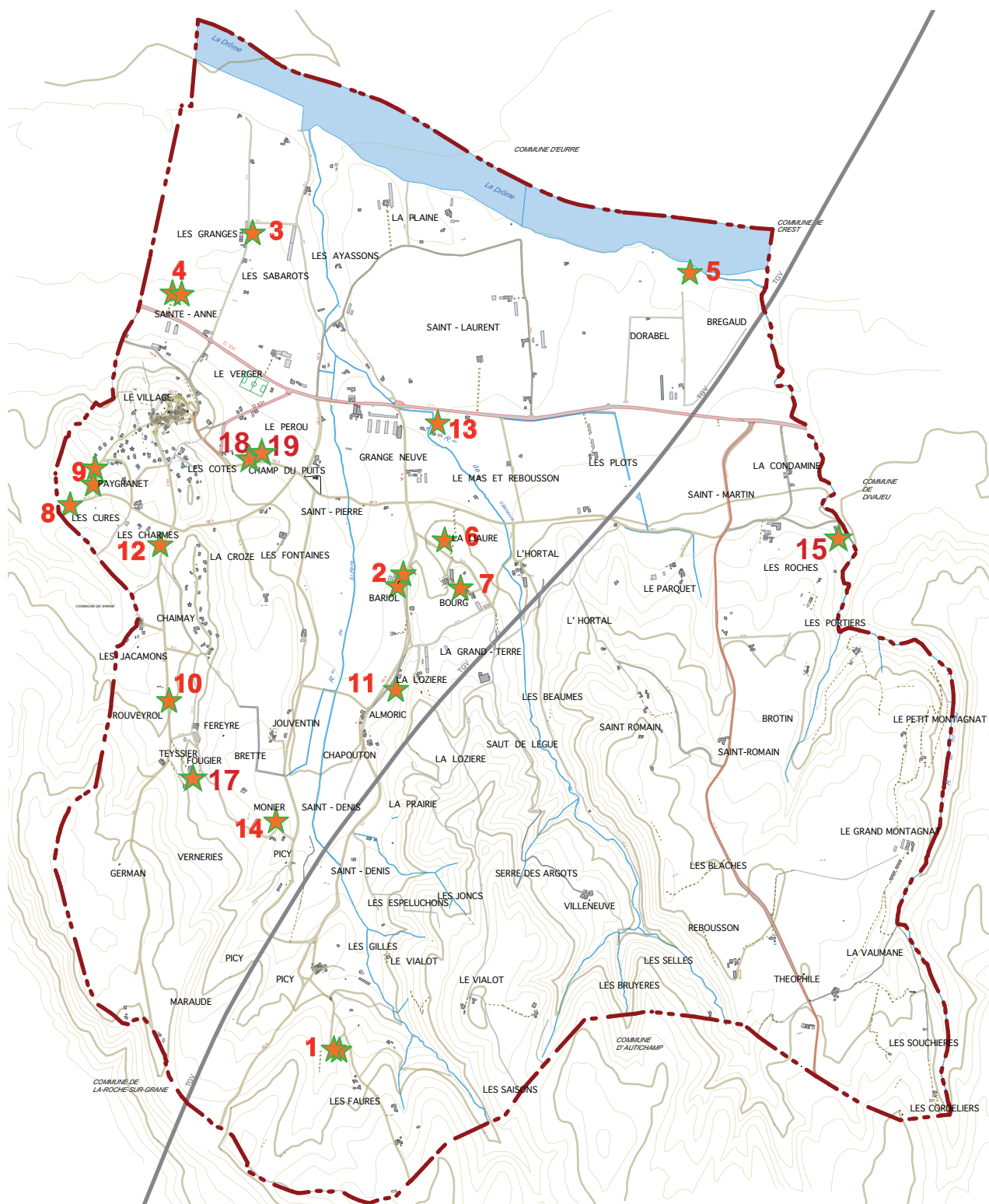
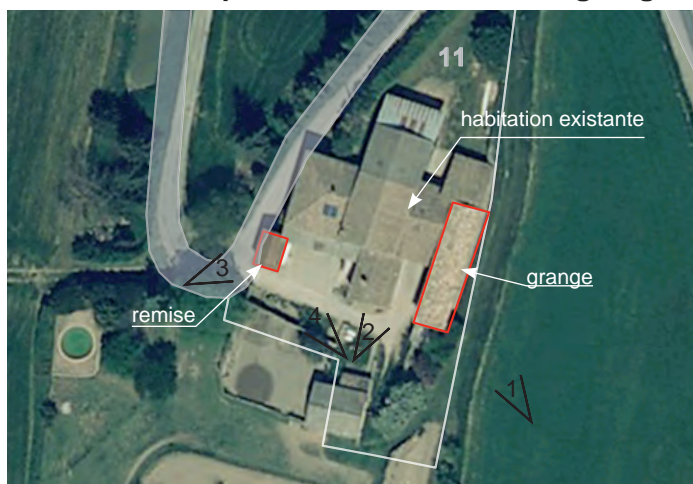


Annexe: bâtiments pouvant changer de destination

- ★ Liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, conformément à l'article L-151-11 du code de l'urbanisme



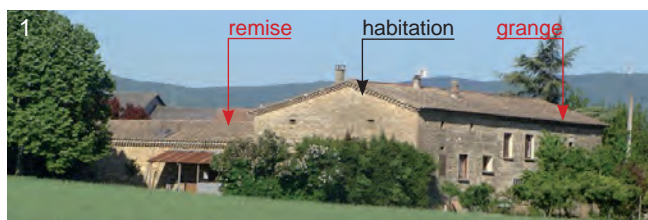
1 : Les Faures parcelle AK 11, remise et grange attenantes à l'habitation



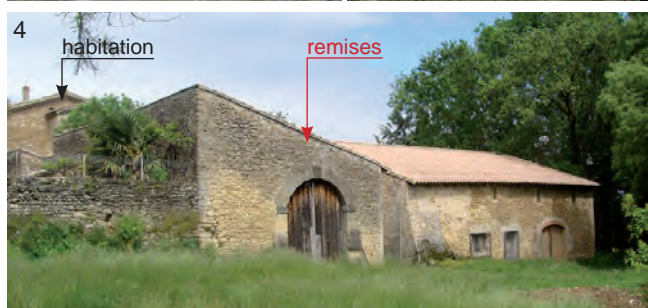
2: Bariol, parcelle ZA 49, granges



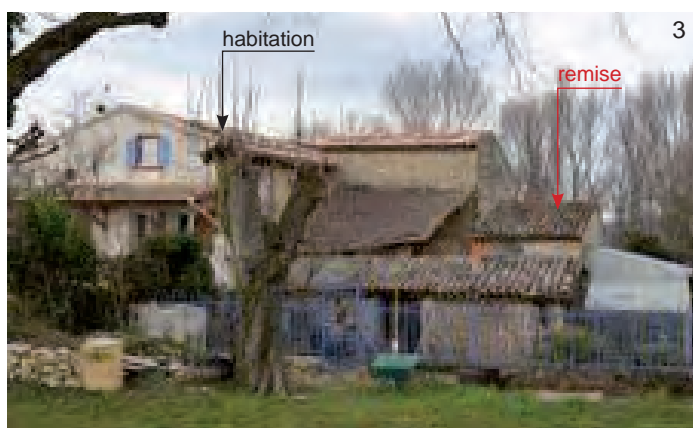
3 : Les Granges, parcelle ZD 45, remise et grange



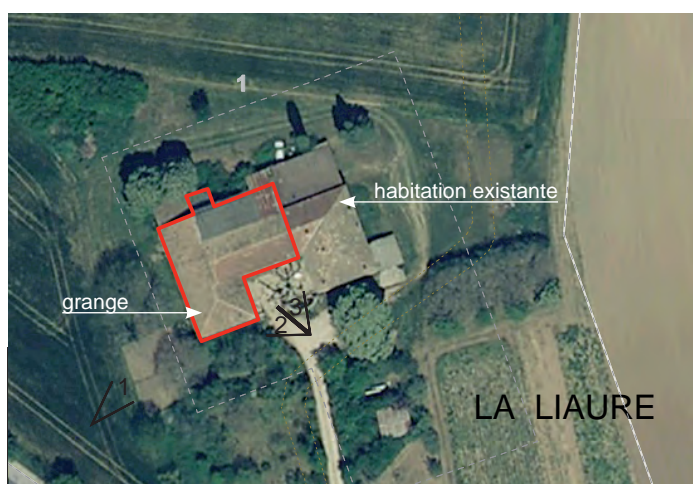
4 : Les Granges, parcelle ZD 80, granges et remises



5 : Bregaud, parcelle ZH 18, remise



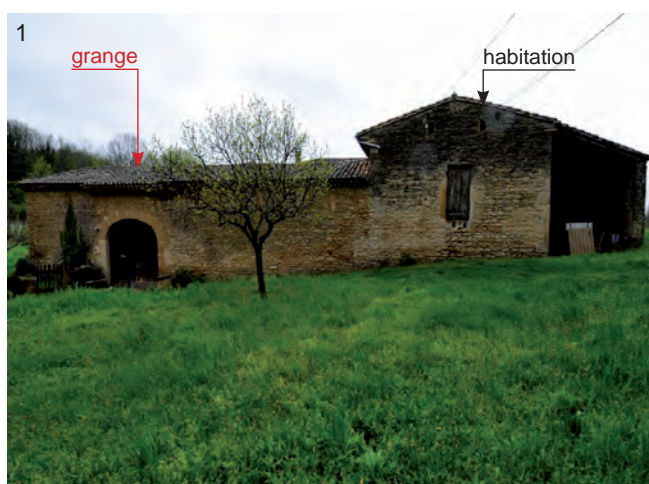
6: La Liaure, parcelle ZL 01, grange



7 : Le Bourg, parcelle ZC 83, ancienne magnanerie



8 : Paygranet, parcelle ZC 86 , grange et remise



9 : Paygranet, parcelle ZC 114, remises



10 : Rouveyrol, parcelle ZB 103, grange



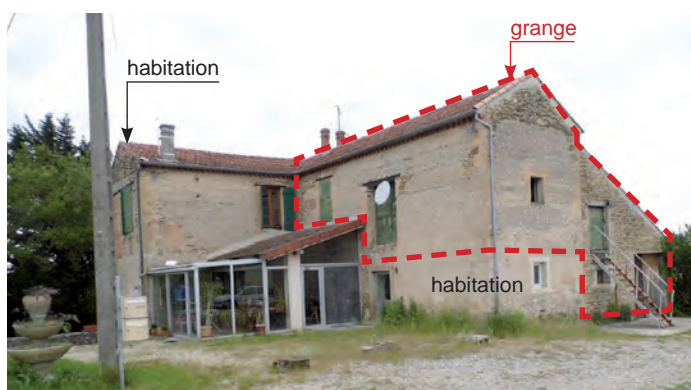
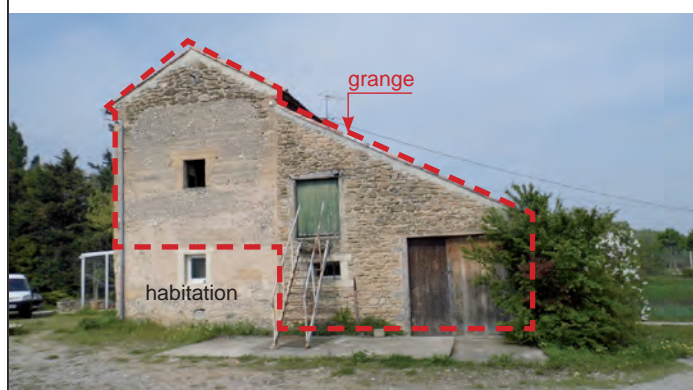
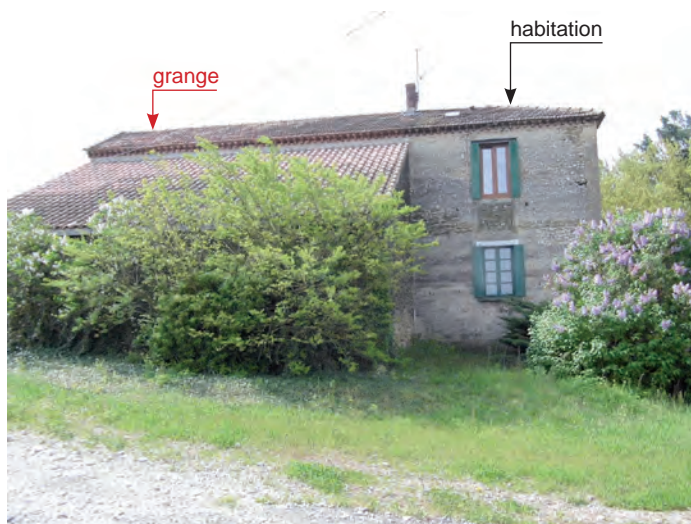
11 : La Lozière, parcelle ZA 61 , grange



12: Les Charmes, parcelle ZC 65, remise



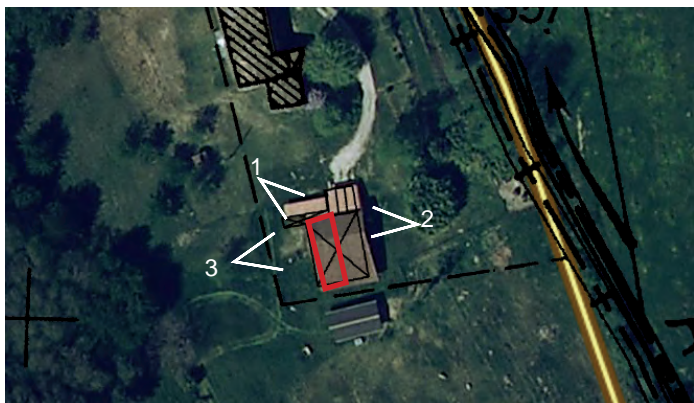
13: Le Mas et Rebousson, parcelle ZA 10, grange



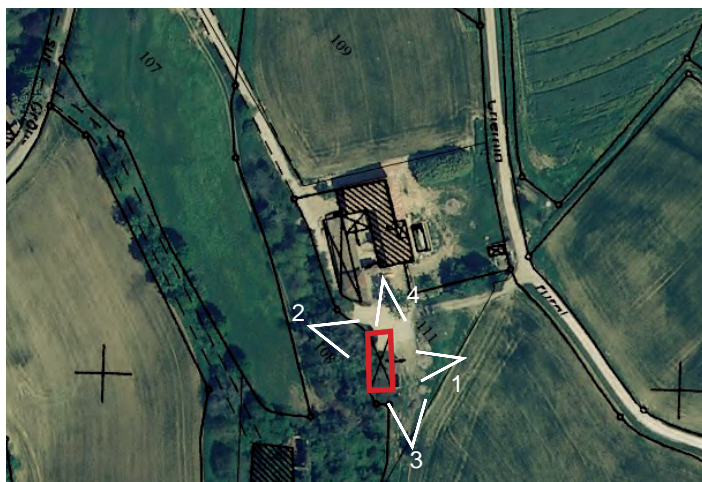
14 : Monier, parcelle ZB 106, grange



15: Les Portiers, parcelle ZI 21, hangar



17: Verneries, parcelle ZN 111, ancien bâtiment agricole



1



2



3



4

18: Le Pérou, parcelle ZC 93, ancien bâtiment agricole

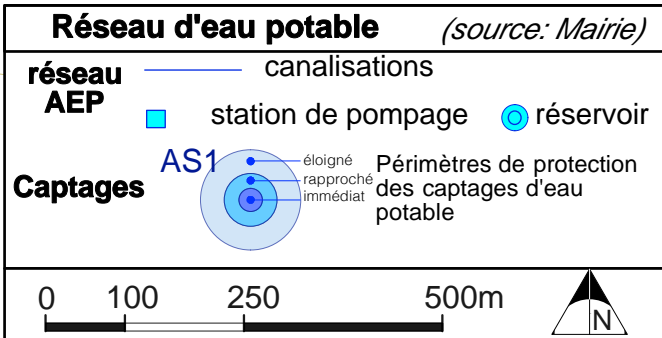


BÂTIMENTS POUVANT CHANGER DE DESTINATION

Réseau d'adduction d'eau potable

PIÈCE n°7b

urbArchiamunategui ARCHITECTES - URBANISTES 39 av.de l'Arcouaire - 85000 AVIGNON	Dessiné le 3/6/13	Projet arrêté le :
AGENCE RACINES I.A.P. 13 rue Veuve Besset - 26200 Bourg de Péage	Echelle: 1/10000e	Projet approuvé le :
		Dépôt en préfecture le:



COMMUNE D'ALLEY

COMMUNE D'EURRE

COMMUNE DE CREST

COMMUNE DE DIVAJEU

COMMUNE D'AUTCHAMP

COMMUNE DE LA-ROCHE-SUR-GRANE

RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

réseau unitaire existant

futures extensions du réseau

zone d'implantation potentielle de la future STEP

1050200m

025100

N

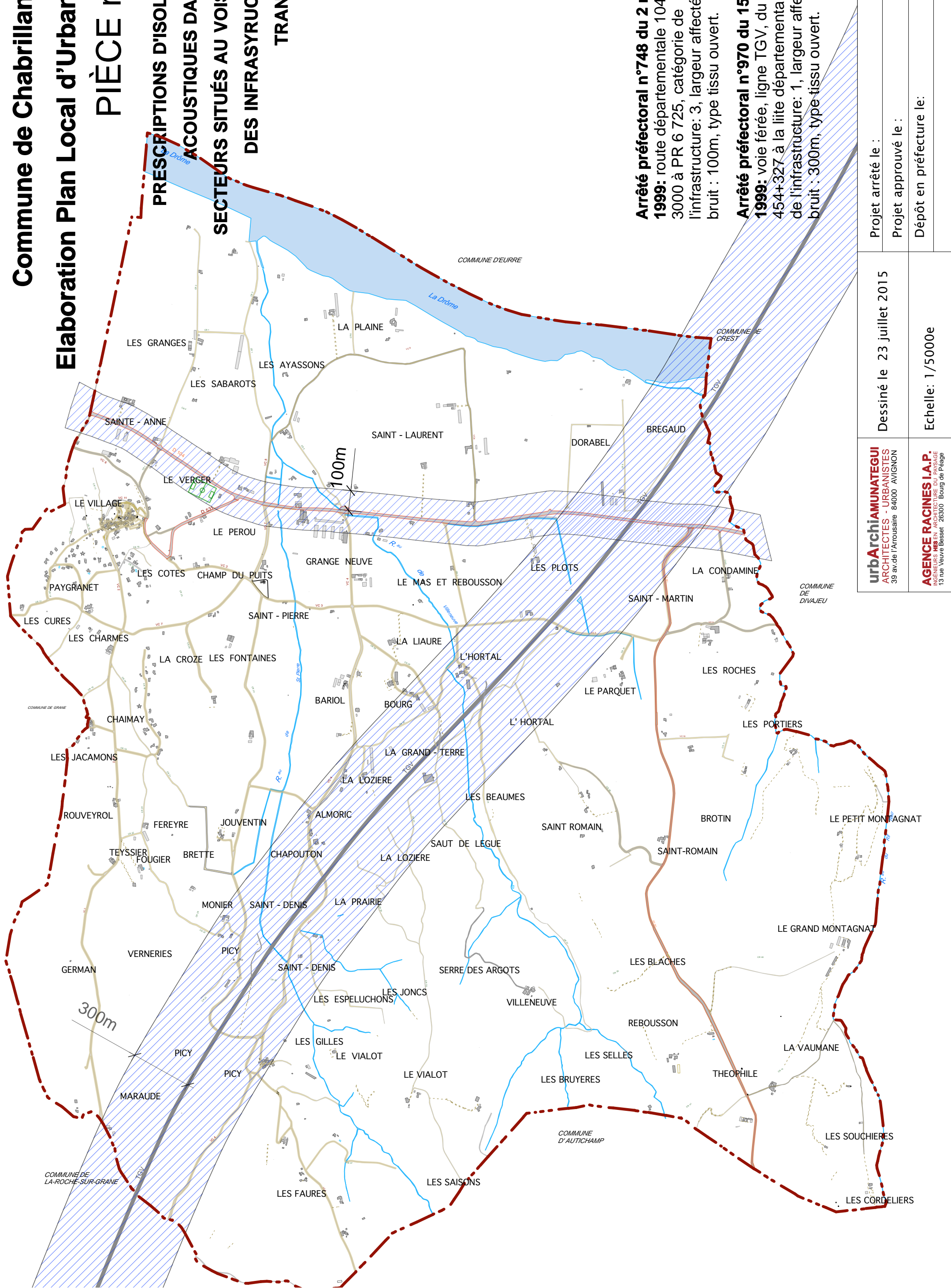
Commune de Chabrillan (26)
Elaboration Plan Local d'Urbanisme

Réseau
d'assainissement
PIÈCE n°7c

<div><div>urbArchiamunategui</div><div>ARCHITECTES - URBANISTES</div><div>39 av.de l'Arrousaire 84000 AVIGNON</div></div> <div><div>AGENCE RACINES I.A.P.</div><div>INGÉNIEURS N.B. EN ARCHITECTURE DU PAYSAGE</div><div>13 rue Veuve Besset 26300 Bourg de Péage</div></div>	Dessiné le	17/6/13	Projet arrêté le :
	Echelle: 1/5000e		Projet approuvé le :
			Dépôt en préfecture le:

Commune de Chabrillan (26)
Elaboration Plan Local d'Urbanisme
PIÈCE n°7d

**PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT
ACOUSTIQUES DANS LES
SECTEURS SITUÉS AU VOISINAGE
DES INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT**



Arrêté préfectoral n°748 du 2 mars 1999: route départementale 104, du PR 33000 à PR 6725, catégorie de l'infrastructure: 3, largeur affectée par le bruit : 100m, type tissu ouvert.

Arrêté préfectoral n°970 du 15 mars 1999: voie férée, ligne TGV, du km 454+327 à la liite départemental, catégorie de l'infrastructure: 1, largeur affectée par le bruit : 300m, type-tissu ouvert.

urbArchiamUNATEGUI ARCHITECTES - URBANISTES 39 av.de l'Arrousaire 84000 AVIGNON	Dessiné le 23 juillet 2015	Projet arrêté le :
	Echelle: 1/5000e	Projet approuvé le :
		Dépôt en préfecture le:

Commune de Chabrillan

Elaboration du PLU

Projet arrêté le: 19 janvier 2016

Projet approuvé le :

Dépôt en préfecture le:

PIECE n°8 : note de présentation conforme à l'alinéa 2 de l'article R.123-8 du code de l'environnement

« En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ».

1. coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme: M. le maire de Chabrillan

2. l'objet de l'enquête: élaboration du PLU de la commune de Chabrillan

3. les caractéristiques les plus importantes du projet: choix du Projet d'Aménagement et de développement durables (PADD)

Orientation n°1 Permettre un développement raisonné qui limite l'étalement urbain, prend en compte les équipements existants et diversifie l'habitat

La commune a choisi de limiter l'augmentation de la population à 1,15% /an, soit un accroissement de 80 habitants et un total de 744 habitants en 2025 (2015: 664 habitants). Le taux de 1,15% s'inscrit dans la continuité de l'évolution démographique de ces dernières années (1%/an entre 1999 et 2008; 1,83 entre 1982 et 90).

Pour cette population nouvelle, la commune prévoit 34 constructions nouvelles sur 10 ans. Elle prévoit également 6 logements nouveaux pour la population existante, afin de prendre en compte la tendance à la décohabitation observée ces dernières années sur la commune (INSEE: 2,7 personnes par logement en 1999 2,5 en 2008, 2,4 en 2012). Estimation à 2,35 habitants par maison neuve dans 10 ans.

Soit un total de 36 logements neufs/10ans, + 4 à 5 logements créés par changement de destination.

L'étalement urbain sera limité en privilégiant principalement deux modes d'urbanisation:

- **opérations d'ensemble:** une part importante de ce développement se fera sous forme d'opération d'ensemble dans la zone 1AU (étoile sur la carte ci-contre) et groupant au moins 16 logements avec une densité globale > 20 logements à l'hectare. Elle fera l'objet d'un emplacement réservé en vue de faire de l'habitat (voir plus loin).

46% environ de l'objectif de développement se situera donc dans des secteurs encadrés par des orientations d'aménagement (voir chapitre 3.2.5).

En outre, un projet de logement collectif dans le village est envisagé par la commune, encadré lui aussi par des orientations d'aménagement.

- **les dents creuses dans le tissu urbain déjà constitué:** 19 logements sont prévus dans les «dents creuses» ou périphérie immédiates des zones urbanisées et 4 à 5 environ sont prévus par changement de destination.

Au total, en prenant en compte toute la superficie constructible disponible, la densité moyenne prévue est de presque 16 logements à l'hectare.

Le projet communal a choisi de concentrer le développement autour du village où sont localisés tous les équipements communaux. De ce fait, l'urbanisation prévue par le PLU se trouve globalement à l'intérieur de l'aire constructible de la carte communale de 2003. Toutefois, le projet a retiré des zones urbaines certaines constructions au pied du village afin de préserver la perception du village perché, en cohérence avec le projet d'AVAP. De même, dans le quartier de la Croze, une partie à l'ouest très peu dense a été retirée. La zone d'extension 1AU s'inscrit dans la continuité de la zone constructible de la Carte Communale.

Les capacités constructibles à l'intérieur de cette zone suffisent aux besoins de développement de la commune pour les 10 prochaines années, en conséquence la commune n'a pas choisi de développer les hameaux anciens. Ce choix se justifie par la volonté de préserver le patrimoine bâti ancien et de concentrer les logements neufs en secteur d'assainissement collectif, près du centre.

Prise en compte des ressources et réseaux: la ressource en eau suffira à couvrir les besoins à venir (SDAEP 2013) et le nombre de logements planifié est pris en compte par la nouvelle station d'épuration.

Le développement prendra en compte les typologies bâties, fonctions existantes et les projets:

- confortement du tissu compact du village et de son rôle de pôle de centralité en y développant une offre de logements plus dense à proximité et en prévoyant une densification du bourg.
- préserver les hameaux et écarts tout en répondant à leurs besoins (extension, changement de destination,...)
- activités économiques (agro-industrie/ hôtel)
- Création d'équipements communaux (STEP)

Le développement préservera certains terrains remarquables d'un point de vue paysager et environnemental: le piémont agricole du village, ainsi que les crêtes boisées sont préservés soit en les sortant des zones urbaines, soit à l'aide d'orientations d'aménagement.

L'urbanisation prendra en compte les risques en s'éloignant des canalisations de gaz et hydrocarbures et des zones inondables.

Le développement prévoira une diversification de l'habitat et un maintien de la mixité sociale: les secteurs de densification seront adaptés, par leur forme bâtie et leur densité, à la réalisation de logements locatifs répondant à un objectif de mixité sociale. Cette volonté est confortée par la réserve indiquée précédemment.

Orientation n°2 Valoriser le cadre de vie, requalifier les espaces publics et améliorer les déplacements

Valoriser le cadre de vie, les équipements de loisirs et requalifier les espaces publics: en renforçant le rôle central du vieux village, en améliorant et en mettant en valeur les aménagements des espaces publics et l'intégration paysagère du stationnement ainsi que les abords et accès du stade, tout en confortant l'offre d'équipements et d'habitat diversifiée (axe 1). Il s'agit ici notamment d'améliorer la place des piétons et la présence de la voiture dans le village en mettant en valeur les calades et venelles du village ancien, le stationnement et les abords de l'église et du château et de conserver les

jardins potagers cultivés en centre bourg. Le patrimoine bâti remarquable et ses abords seront préservés et encadrés par des prescriptions qualitatives dans le règlement (ruines du château, église et chapelle St Pierre, constructions repérées dans le projet d'AVAP). Le projet prévoit aussi d'harmoniser la volumétrie et les abords des constructions neuves (clôtures, haies vives) et favoriser l'usage de procédés, de matériaux durables et d'énergies renouvelables;

2.2. Améliorer les déplacements et l'entrée du village: Le projet prévoit de requalifier et sécuriser les abords de la RD 531 du stade au village avec des aménagements paysagers et de prolonger/créer des pistes cyclables, trottoirs, de stationnement... Les chemins existants seront valorisés et aménagés (calades, chemins ruraux, itinéraires inscrits au PDIPR) pour créer un réseau de liaisons douces entre les zones habitées. Il est également prévu d'intégrer le projet de «Véloroute» porté par la CCVD, d'améliorer le maillage et la desserte des quartiers pavillonnaires, ainsi que certains carrefours, (CR1/RD 104; VC4 et la RD 104 à proximité des entreprises...) et la circulation automobile (mise en sens unique du CR1, aménagements des bas-côtés de la VC7...)

2.3. Prendre en compte les besoins en équipements, commerces et services: valoriser les équipements de loisirs (jardins des senteurs, stade,...), compléter et améliorer l'offre de services du village, développer la communication numérique et les NTIC

Orientation n°3 Pérenniser les activités agricoles, mieux les inscrire dans leur environnement et favoriser les activités touristiques

3.1. Pérenniser les activités agricoles: limiter l'urbanisation sur les terres agricoles, tout particulièrement les abords du village et le sud du quartier de Paygranet, préserver les bonnes terres (notamment la plaine alluviale et les parcelles irriguées). Le projet vise, par la délimitation des secteurs cultivés ou cultivables à favoriser la création de nouvelles exploitation sur la commune pour en pallier la diminution et permettre le développement d'activités touristiques liées à l'agriculture. L'inventaire de ces terrains s'est fait lors des entretiens avec les professionnels, sur la base des déclarations PAC et l'observation de la photo aérienne.

3.2. Mieux inscrire l'activité dans son environnement: le projet vise parallèlement à améliorer l'insertion des bâtiments agricoles dans leur environnement au travers de prescriptions architecturales et paysagères qualitatives dans le règlement, et à préserver les secteurs à enjeux paysagers forts en y interdisant les constructions agricoles (glacis mettant en valeur le vieux village à préserver en lien avec le projet d'AVAP conduit parallèlement par la commune). Ces zones visent aussi à limiter les conflits d'usage entre secteurs d'habitat et bâtiments d'élevage.

3.3. Favoriser l'activité touristique, notamment le maintien et la création de petites structures d'accueil touristique (Auberge de la Plaine, camping à la ferme, aires naturelles, gîtes,...), en mettant en valeur le patrimoine bâti ancien et en maintenant l'ambiance très agricole et naturelle de la commune

Orientation n°4.a Préserver et valoriser le paysage

Préserver les structures végétales identitaires, notamment: les boisements des cours d'eau (ripisylves) et les grandes masses boisées en les repérant sur le zonage.

Valoriser les vues et cadrages: en préservant l'ouverture visuelle de la plaine agricole, ainsi que les vues sur le grand paysage

Préserver les entités paysagères qui caractérisent la commune, en conservant l'identité des Ramières du Val de Drôme et en préservant la plaine agricole de l'urbanisation, grâce au zonage proposé.

Préserver les entités bâties remarquables en conservant l'identité forte du village perché.

Orientation 4.b: Préserver les sites naturels d'intérêt écologique et protéger notamment:

L'ensemble Drôme et Ramières de la Drôme (concerné par de nombreux inventaires et protections environnementaux: Réserve naturelle Nationale, NATURA 2000 SIC et ZPS, ZNIEFF de type I et II, ZICO, Zone humide)

Les zones humides inventoriées par le CREN (Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels), notamment les plus significatives autour du ruisseau de Villeneuve et du Rif Noir, et leur espace de fonctionnalité. Le projet limitera également l'impact sur l'espace de fonctionnalité des zones humides déjà urbanisées en limitant l'imperméabilisation des sols et les obstacles au libre écoulement des eaux,...

Les zones d'influence de l'ensemble du réseau hydrographique (hors secteurs déjà urbanisés)

Les zones de pelouses sèches, notamment celles menacées.

Orientation 4.c: Conserver, faciliter et valoriser les continuités écologiques et les zones nodales:

Notamment dans les deux secteurs à potentiel écologique

- le couloir de la rivière Drôme et les Ramières, zone nodale aquatique, humide et forestière linéaire, elles constituent une connexion régionale et un corridor biologique de grande importance.
- les reliefs boisés et agricoles.

Les connexions écologiques existantes transversales qui les relient, notamment les ruisseaux de Saint-Pierre, Villeneuve et le Rif Noir qui forment des continuités écologiques et des connexions potentielles entre Drôme et reliefs boisés et agricoles à travers la plaine.

Valoriser la plaine agricole (haies bocagères).

4. Résumé des principales raisons, notamment du point de vue de l'environnement, pour lesquelles le projet soumis à enquête a été retenu

Un projet qui répond raisonnablement aux besoins de développement de la commune

- Une croissance raisonnable de 1,15% par an proche de celle relevée par le dernier recensement (1%/an entre 1999 et 2008 et inférieur au taux de la période 1982-90: 1,83%), qui amènera 85 nouveaux habitants sur la commune sur 10 ans.

Les zones U et AU (hors zones spécialisées UF et UG) représentent 1,04% du territoire communal, sans véritablement augmentation par rapport à la carte communale.

- Une densification s'inscrivant dans les prescriptions du Grenelle II: 46% environ des habitations neuves projetées, seront inscrites dans des opérations d'ensemble ou groupées, avec des objectifs de densité et de mixité.

La densité générale moyenne attendue pour les 36 logements neufs prévus par le projet (hors changement de destination) est de **presque 16 logements à l'hectare** (parcelles de 640m² en moyenne/ en prenant en compte les parcelles libres de constructions en zone U et AU). Cette moyenne marque un progrès important par rapport à la situation actuelle (aujourd'hui, 67% de la surface construite se trouve sur des parcelles de plus de 1500m², soit inférieure à 6,7 habitations à l'hectare, même si la tendance va vers des terrains plus petits dans les dernières constructions).

L'opération d'ensemble (1AU) des Côtes a une densité plus élevée, -de plus de 20 logements à l'hectare- et prévoit de construire un petit collectif dans le village, s'harmonisant avec la densité du tissu ancien.

Les secteurs peu denses, éloignés du village, peu équipés et où une urbanisation n'est pas souhaitée n'ont pas été inclus dans les zones urbaines mais sont classés en zone A ou N. Dans cette zone, les extensions des habitations existantes sont limitées (33% de la surface existante avec des annexes non-accolées limitées à 30m² et à planter à moins de 30m) afin de ne pas remettre en question le caractère agricole et/ou naturel de la zone, comme prescrit par l'article L. 151-11 du CU.

De même, une STECAL (secteur de taille et de capacité limitée) a été soumise à la CDPENAF pour un hébergement touristique existant. Le règlement encadre son extension (33% de la SP existante) ce qui permettra de préserver le caractère agricole et/ou naturel du lieu.

Un cadre de vie et des déplacements améliorés

- préservation du paysage et patrimoine culturel

Les grandes entités paysagères qui caractérisent la commune sont protégées: rives de la Drôme, plaine agricole, coteaux agricoles et boisés, village perché et son piémont (zone Ap interdisant les constructions).

Le quartier ancien du village (zone UA) et le hameau ancien des Gilles (UAp) font l'objet d'un règlement spécifique s'inspirant du projet d'AVAP mené parallèlement et l'article 11 des zones constructibles inclut des prescriptions à même de permettre une meilleure insertion des constructions nouvelles dans leur environnement.

- amélioration de la vie sociale et de l'offre en équipements, services et loisirs. Le projet prévoit de nouveaux

équipements (station d'épuration) et les principaux secteurs constructibles sont proches du centre village et vont ainsi contribuer à améliorer leur rôle de pôles sociaux. L'espace public sera mis en valeur (ER 12) ainsi que les cheminements piétons qui seront prolongés hors du centre.

- maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile. Le projet prévoit un meilleur maillage des voies desservant les quartiers pavillonnaires, ainsi que l'amélioration de carrefours sur la route départementale et l'aménagement de déplacements doux autour et dans le bourg centre.

- Des besoins couverts pour l'assainissement et l'eau potable. La nouvelle station qui sera réceptionnée en mars 2017 couvrira les besoins des constructions nouvelles, en plus de celles du village.

L'eau potable est fournie par le captage de Rouveyrol et pourra subvenir aux besoins des nouveaux habitants prévus dans le projet (schéma directeur réalisé en 2013).

Une mixité sociale et fonctionnelle confortée

Le projet prévoit la diversification de l'offre d'habitat avec une opération d'ensemble, un nouveau collectif dans le village et un emplacement réservé pour la réalisation d'un programme d'habitat locatif.

Des milieux préservés par le projet

- Utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, et urbains, préservation des terres agricoles

Près de 63,5% du territoire communal est classé en zone A et 35% en zone N ce qui correspond à la proportion de zones naturelles ou boisées sur la commune.

La superficie des zones naturelles correspond aux serres et coteaux boisés au sud et autour du village, ainsi qu'au lit de la Drôme. Les zones agricoles, déterminées à l'aide de la photographie aérienne recoupée avec les déclarations à la PAC et les agriculteurs, correspondent à des secteurs cohérents et ayant un potentiel agricole.

Les secteurs peu denses et à l'urbanisation diffuse sont classés en zone naturelle ou agricole pour arrêter le «mitage» de ces secteurs. De même pour les abords nord, est et sud du village perché en cohérence avec les objectifs de l'AVAP et de mise en valeur du village.

L'urbanisation se situe dans les «dents creuses» du tissu existant ou à ses abords immédiats et principalement sous forme d'opérations denses, limitant donc la consommation de l'espace.

On compte au total 19ha de zone urbaines ou à urbaniser pour de l'habitat neuf (UA, UB, et 1AU), dont seulement 2,2ha libres pour la construction. Exceptée la zone 1AU, les zones urbaines «constructibles» pour du logement neuf (hors UF et UG) sont restées dans les limites de la zone constructible de la carte communale.

- Préservation de la biodiversité, des milieux naturels et des continuités écologiques: La totalité des périmètres des inventaires précis a été classée en zone naturelle ou agricole (ZNIEFF de type 1 et 2, sites Natura2000, réserve naturelle, ZICO). Les vallons, serres boisés, les coteaux et la plaine cultivée ont été placés en zones naturelles

ou agricoles qui sont globalement inconstructibles (sauf extension de l'habitat existant). Les zones urbaines prennent place dans le tissu déjà constitué et sont donc éloignées des périmètres ZNIEFF 1 et Natura 2000 et n'auront pas d'impact sur ceux-ci.

Le projet intègre la préservation des continuités écologiques boisées, humides et des franges agricoles. Il préserve de l'urbanisation les crêtes boisées proches du village et les abords des ruisseaux. La création de passages pour la faune au travers des voies départementales pourrait améliorer leurs déplacements.

- Préservation de la ressource en eau et de la qualité des eaux.
Une ressource en eau provenant du captage de Rouveyrol sur la commune et couvrira les besoins à venir (schéma directeur AEP réalisé en 2013 avec le CD26). Deux interconnexions avec Autichamp permettent d'alimenter les habitations au sud de la commune. La commune compte en outre un captage privé au lieu-dit la Plaine (pour une auberge). La construction d'une station d'épuration et le fait que la majorité des zones constructibles soit reliée à la nouvelle STEP du village empêchera la pollution de la ressource.
- Réduction des gaz à effet de serre: la concentration du développement sur le bourg-centre où est l'école, la mairie et le boulanger permettra de limiter les déplacements et l'allongement des réseaux, œuvrant par là à la réduction des gaz à effets de serre et générera des économies d'investissements.
- Amélioration des performances énergétiques: le document d'urbanisme permet l'emploi d'énergies renouvelables sur les constructions et leurs abords: petites éoliennes de moins de 12m, panneaux photovoltaïques (en zone A les panneaux sont interdits au sol pour ne pas remettre en compte l'usage agricole)...

Un projet qui prend en compte des risques

- Prise en compte des risques d'incendies:
La commune est boisée à 24%, les boisements sont essentiellement situés dans les coteaux et sur les serres, les quartiers des Côtes et de la Croze sont situés dans des secteurs d'aléa modéré. La Croze dispose d'un poteau incendie aux normes, mais le quartier des Côtes nécessitera la mise en place d'une réserve incendie.
- Prise en compte des risques d'inondations:
Les risques d'inondations concernent les abords de la Drôme (PPRI) ainsi que les ruisseaux de Villeneuve et Saint Pierre, (MISE 1995), qui sont éloignés des zones urbaines. Par mesure de précaution, et pour assurer une meilleure gestion de berges, les services de l'Etat ont demandé que les constructions nouvelles soient éloignées des bords des ruisseaux et talwegs.
- Prise en compte des risques de mouvements de terrains et sismiques:
La commune n'est pas classée à risques mouvements de terrains. L'urbanisation évite cependant les secteurs les plus pentus, susceptibles d'être concernés par les glissements de terrain.
Le décret n°2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français classe la commune en zone de type 3 (modéré). Des règles de construction parasismique s'appliqueront aux constructions neuves et éventuellement aux bâtiments

anciens, mais sans trouver de transcription dans le PLU.

- Prise en compte des risques liés aux canalisations de transport de matières dangereuses:

La commune est traversée par plusieurs de ces canalisations (Gaz Fos-Tersanne, Pipelines SPSE PL1, 2 et 3). Leurs différentes zones de dangers sont reportées sur le document graphique et des restrictions particulières s'appliquent aux constructions.

Un projet qui prend en compte les orientations supra-communales et communes voisines

- Prise en compte du bassin de vie et des communes voisines

→ Prise en compte du SDAGE, du SAGE Drôme en cours de révision

Le PLU de Chabrillan assure la cohérence entre urbanisation et gestion de l'eau, lutte contre les pollutions de la ressource en eau potable et gère les risques d'inondation:

- coup de frein à l'étalement urbain
 - préservation des abords des cours d'eau et de leurs ripisylves
 - Rejets des constructions neuves pris en compte dans le projet d'assainissement collectif (station)
- Prise en compte du bassin de vie

La commune est actuellement couverte par le PLH de la Communauté de Communes du Val de Drôme, les objectifs du PLU sont compatibles avec ceux du PLH:

- diversification de l'offre de logements et développement du parc social (emplacement réservé pour habitat locatif social)
- maîtrise de l'urbanisation et du développement avec des formes plus denses consommant moins d'espace
- environ 4 logements/an pour la commune de Chabrillan

La commune n'est actuellement pas couverte par un SCOT, l'élaboration d'un SCOT à l'échelle de communautés de communes du Val de Drôme, du Crestois, du Pays de Saillans et du Diois est en cours d'élaboration. Les représentants de la CCVD ont été associés à l'élaboration du PLU, au même titre que les autres personnes publiques associées.

Conclusion: un projet qui aura globalement des effets positifs et qui s'inscrit dans les orientations du Grenelle de l'Environnement

La mise en place du document d'urbanisme permettra de limiter l'étalement urbain et de maîtriser plus finement l'urbanisation que la carte communale, notamment au travers d'une opération d'ensemble et un projet de logements collectifs dans le village avec des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), qui permettront d'influer sur la forme bâtie et sa densité.

L'opération d'ensemble et la densification des zones autour du village permettront de limiter les effets négatifs de l'urbanisation en limitant les déplacements, en améliorant le cadre de vie et en renforçant la centralité du village.

Le PLU n'aura pas d'effets directs ou indirects sur les secteurs à enjeux écologiques, les communes voisines et préserve globalement l'espace et l'outil agricole.



PREFECTURE DE LA DROME

ARRÊTE n°08-0012

définissant la zone à risque faible pour les incendies de forêt

Le Préfet,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Forestier et notamment l'article L.321-6,
VU la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Environnement,
VU le Code de l'Urbanisme,
Vu l'arrêté préfectoral permanent réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt n° 08-0011 du 02 janvier 2008
VU l'avis de la Sous-commission Consultative Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêts, landes, maquis et garrigues,
SUR la proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRÊTE

Article 1

Les massifs forestiers situés dans les communes de la liste annexée constitue la zone à risque faible pour les incendies de forêt du département.

Article 2

Cet arrêté est susceptible d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de Die et Nyons, les Maires du département, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur de l'Agence Interdépartementale de l'Office National des Forêts, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les gardes de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, les gardes des Réserves Nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture,

Fait à Valence, le 2 janvier 2008
Le PREFET,

Jean-Claude BASTION

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRÊTE n° 08-0012

définissant la zone à risque faible pour les incendies de forêt

Annexe

LISTE DES COMMUNES DE LA ZONE A RISQUE FAIBLE

PAR ORDRE ALPHABETIQUE			
N°INSEE	NOM	N°INSEE	CANTON
26002	ALBON	2626	ST VALLIER
26004	ALIXAN	2602	BOURG DE PEAGE
26009	ANDANCETTE	2626	ST VALLIER
26010	ANNEYRON	2626	ST VALLIER
26014	ARTHEMONAY	2623	ST DONAT
26023	BARBIERES	2602	BOURG DE PEAGE
26024	BARCELONNE	2604	CHABEUIL
26028	BATHERNAY	2623	ST DONAT
26037	BEAUMONT LES VALENCE	2634	PORTES LES VALENCE
26038	BEAUMONT MONTEUX	2628	TAIN
26039	BEAUREGARD BARET	2602	BOURG DE PEAGE
26041	BEAUSEMBLANT	2626	ST VALLIER
26042	BEAUVALLON	2634	PORTES LES VALENCE
26049	BESAYES	2602	BOURG DE PEAGE
26057	BOURG DE PEAGE	2602	BOURG DE PEAGE
26058	BOURG LES VALENCE	2632	BOURG LES VALENCE
26059	BOUVANTE	2624	ST JEAN EN ROYANS
26061	BREN	2623	ST DONAT
26064	CHABEUIL	2604	CHABEUIL
26071	CHANOS CURSON	2628	TAIN
26072	CHANTEMERLE LES BLES	2628	TAIN
26077	CHARMES SUR L HERBASSE	2623	ST DONAT
26079	CHARPEY	2602	BOURG DE PEAGE
26081	CHATEAUDOUBLE	2604	CHABEUIL
26083	CHATEAUNEUF DE GALAURE	2626	ST VALLIER
26084	CHATEAUNEUF SUR ISERE	2602	BOURG DE PEAGE
26087	CHATILLON ST JEAN	2635	ROMANS 2
26088	CHATUZANGE LE GOUBET	2602	BOURG DE PEAGE
26092	CHAVANNES	2623	ST DONAT
26094	CLAVEYSON	2626	ST VALLIER
26096	CLERIEUX	2621	ROMANS 1
26097	CLIOUSCLAT	2613	LORIOLE
26100	COMBOVIN	2604	CHABEUIL
26107	CREPOL	2635	ROMANS 2
26110	CROZES HERMITAGE	2628	TAIN
26117	ECHEVIS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26118	EPINOUBE	2611	LE GRAND SERRE
26119	EROME	2628	TAIN

26124	ETOILE SUR RHONE	2634	PORTES LES VALENCE
26129	EYMEUX	2602	BOURG DE PEAGE
26133	FAY LE CLOS	2626	ST VALLIER
26139	GENISSIEUX	2635	ROMANS 2
26380	GERVANS	2628	TAIN
26140	GEYSSANS	2621	ROMANS 1
26379	GRANGES LES BEAUMONT	2628	TAIN
26148	HAUTERIVES	2611	LE GRAND SERRE
26149	HOSTUN	2602	BOURG DE PEAGE
26381	JAILLANS	2602	BOURG DE PEAGE
26032	LA BAUME CORNILLANE	2604	CHABEUIL
26034	LA BAUME D HOSTUN	2602	BOURG DE PEAGE
26074	LA CHAPELLE EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26216	LA MOTTE DE GALAURE	2626	ST VALLIER
26217	LA MOTTE FANJAS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26271	LA ROCHE DE GLUN	2628	TAIN
26155	LAPEYROUSE MORNAY	2611	LE GRAND SERRE
26156	LARNAGE	2628	TAIN
26160	LAVEYRON	2626	ST VALLIER
26066	LE CHAFFAL	2604	CHABEUIL
26068	LE CHALON	2635	ROMANS 2
26143	LE GRAND SERRE	2611	LE GRAND SERRE
26162	LENS LESTANG	2611	LE GRAND SERRE
26163	LEONCEL	2624	ST JEAN EN ROYANS
26165	LIVRON SUR DROME	2613	LORIOI
26166	LORIOI SUR DROME	2613	LORIOI
26168	LUS LA CROIX HAUTE	2606	CHATILLON EN DIOIS
26170	MALISSARD	2604	CHABEUIL
26172	MANTHES	2611	LE GRAND SERRE
26173	MARCHES	2602	BOURG DE PEAGE
26174	MARGES	2623	ST DONAT
26177	MARSAZ	2623	ST DONAT
26179	MERCUROL	2628	TAIN
26184	MIRIBEL	2635	ROMANS 2
26194	MONTCHENU	2623	ST DONAT
26196	MONTELEGER	2634	PORTES LES VALENCE
26197	MONTELIER	2604	CHABEUIL
26206	MONTMEYRAN	2604	CHABEUIL
26207	MONTMIRAL	2635	ROMANS 2
26210	MONTRIGAUD	2611	LE GRAND SERRE
26212	MONTVENDRE	2604	CHABEUIL
26213	MORAS EN VALLOIRE	2611	LE GRAND SERRE
26218	MOURS ST EUSEBE	2621	ROMANS 1
26219	MUREILS	2626	ST VALLIER
26223	ORIOI EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26224	OURCHES	2607	CREST NORD
26225	PARNANS	2635	ROMANS 2
26232	PEYRUS	2604	CHABEUIL
26247	PONSAS	2626	ST VALLIER
26250	PONT DE L ISERE	2628	TAIN
26252	PORTES LES VALENCE	2634	PORTES LES VALENCE
26259	RATIERES	2626	ST VALLIER
26270	ROCHECHINARD	2624	ST JEAN EN ROYANS
26273	ROCHEFORT SAMSON	2602	BOURG DE PEAGE

26281	ROMANS SUR ISERE	2697	ROMANS (ville)
26337	SAULCE SUR RHONE	2613	LORIOI
26341	SERVES SUR RHONE	2628	TAIN
26290	ST AGNAN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26293	ST AVIT	2626	ST VALLIER
26294	ST BARDOUX	2621	ROMANS 1
26295	ST BARTHELEMY DE VALS	2626	ST VALLIER
26297	ST BONNET DE VALCLERIEUX	2635	ROMANS 2
26298	ST CHRISTOPHE ET LE LARIS	2611	LE GRAND SERRE
26301	ST DONAT SUR L HERBASSE	2623	ST DONAT
26307	ST JEAN EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26309	ST JULIEN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26310	ST LAURENT D ONAY	2635	ROMANS 2
26311	ST LAURENT EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26313	ST MARCEL LES VALENCE	2632	BOURG LES VALENCE
26314	ST MARTIN D AOUT	2626	ST VALLIER
26315	ST MARTIN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26316	ST MARTIN LE COLONEL	2624	ST JEAN EN ROYANS
26319	ST MICHEL SUR SAVASSE	2635	ROMANS 2
26320	ST NAZAIRE EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26323	ST PAUL LES ROMANS	2635	ROMANS 2
26325	ST RAMBERT D ALBON	2626	ST VALLIER
26330	ST SORLIN EN VALLOIRE	2611	LE GRAND SERRE
26331	ST THOMAS EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26332	ST UZE	2626	ST VALLIER
26333	ST VALLIER	2626	ST VALLIER
26382	ST VINCENT LA COMMANDERIE	2602	BOURG DE PEAGE
26302	STE EULALIE EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26347	TAIN L HERMITAGE	2628	TAIN
26349	TERSANNE	2611	LE GRAND SERRE
26355	TRIRS	2635	ROMANS 2
26358	UPIE	2604	CHABEUIL
26362	VALENCE	2698	VALENCE (ville)
26364	VASSIEUX EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26366	VEAUNES	2628	TAIN

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRÊTE n° 08-0012

définissant la zone à risque faible pour les incendies de forêt

Annexe

LISTE DES COMMUNES DE LA ZONE A RISQUE FAIBLE

PAR CANTON			
N°INSEE	NOM	N°INSEE	CANTON
26004	ALIXAN	2602	BOURG DE PEAGE
26023	BARBIERES	2602	BOURG DE PEAGE
26034	LA BAUME D HOSTUN	2602	BOURG DE PEAGE
26039	BEAUREGARD BARET	2602	BOURG DE PEAGE
26049	BESAYES	2602	BOURG DE PEAGE
26057	BOURG DE PEAGE	2602	BOURG DE PEAGE
26079	CHARPEY	2602	BOURG DE PEAGE
26084	CHATEAUNEUF SUR ISERE	2602	BOURG DE PEAGE
26088	CHATUZANGE LE GOUBET	2602	BOURG DE PEAGE
26129	EYMEUX	2602	BOURG DE PEAGE
26149	HOSTUN	2602	BOURG DE PEAGE
26173	MARCHES	2602	BOURG DE PEAGE
26273	ROCHEFORT SAMSON	2602	BOURG DE PEAGE
26381	JAILLANS	2602	BOURG DE PEAGE
26382	ST VINCENT LA COMMANDERIE	2602	BOURG DE PEAGE
26024	BARCELONNE	2604	CHABEUIL
26032	LA BAUME CORNILLANE	2604	CHABEUIL
26064	CHABEUIL	2604	CHABEUIL
26066	LE CHAFFAL	2604	CHABEUIL
26081	CHATEAUDOUBLE	2604	CHABEUIL
26100	COMBOVIN	2604	CHABEUIL
26170	MALISSARD	2604	CHABEUIL
26197	MONTELIER	2604	CHABEUIL
26206	MONTMEYRAN	2604	CHABEUIL
26212	MONTVENDRE	2604	CHABEUIL
26232	PEYRUS	2604	CHABEUIL
26358	UPIE	2604	CHABEUIL
26074	LA CHAPELLE EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26290	ST AGNAN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26309	ST JULIEN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26315	ST MARTIN EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26364	VASSIEUX EN VERCORS	2605	LA CHAPELLE EN VERCORS
26168	LUS LA CROIX HAUTE	2606	CHATILLON EN DIOIS
26224	OURCHES	2607	CREST NORD
26118	EPINOUBE	2611	LE GRAND SERRE
26143	LE GRAND SERRE	2611	LE GRAND SERRE
26148	HAUTERIVES	2611	LE GRAND SERRE
26155	LAPEYROUSE MORNAY	2611	LE GRAND SERRE

26162	LENS LESTANG	2611	LE GRAND SERRE
26172	MANTHES	2611	LE GRAND SERRE
26210	MONTRIGAUD	2611	LE GRAND SERRE
26213	MORAS EN VALLOIRE	2611	LE GRAND SERRE
26298	ST CHRISTOPHE ET LE LARIS	2611	LE GRAND SERRE
26330	ST SORLIN EN VALLOIRE	2611	LE GRAND SERRE
26349	TERSANNE	2611	LE GRAND SERRE
26097	CLIOUSCLAT	2613	LORIOLE
26165	LIVRON SUR DROME	2613	LORIOLE
26166	LORIOLE SUR DROME	2613	LORIOLE
26337	SAULCE SUR RHONE	2613	LORIOLE
26096	CLERIEUX	2621	ROMANS 1
26140	GEYSSANS	2621	ROMANS 1
26218	MOURS ST EUSEBE	2621	ROMANS 1
26294	ST BARDOUX	2621	ROMANS 1
26014	ARTHEMONAY	2623	ST DONAT
26028	BATHERNAY	2623	ST DONAT
26061	BREN	2623	ST DONAT
26077	CHARMES SUR L HERBASSE	2623	ST DONAT
26092	CHAVANNES	2623	ST DONAT
26174	MARGES	2623	ST DONAT
26177	MARSAZ	2623	ST DONAT
26194	MONTCHENU	2623	ST DONAT
26301	ST DONAT SUR L HERBASSE	2623	ST DONAT
26059	BOUVANTE	2624	ST JEAN EN ROYANS
26117	ECHEVIS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26163	LEONCEL	2624	ST JEAN EN ROYANS
26217	LA MOTTE FANJAS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26223	ORIOLE EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26270	ROCHECHINARD	2624	ST JEAN EN ROYANS
26302	STE EULALIE EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26307	ST JEAN EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26311	ST LAURENT EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26316	ST MARTIN LE COLONEL	2624	ST JEAN EN ROYANS
26320	ST NAZAIRE EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26331	ST THOMAS EN ROYANS	2624	ST JEAN EN ROYANS
26002	ALBON	2626	ST VALLIER
26009	ANDANCETTE	2626	ST VALLIER
26010	ANNEYRON	2626	ST VALLIER
26041	BEAUSEMBLANT	2626	ST VALLIER
26083	CHATEAUNEUF DE GALAURE	2626	ST VALLIER
26094	CLAVEYSON	2626	ST VALLIER
26133	FAY LE CLOS	2626	ST VALLIER
26160	LAVEYRON	2626	ST VALLIER
26216	LA MOTTE DE GALAURE	2626	ST VALLIER
26219	MUREILS	2626	ST VALLIER
26247	PONSAS	2626	ST VALLIER
26259	RATIERES	2626	ST VALLIER
26293	ST AVIT	2626	ST VALLIER
26295	ST BARTHELEMY DE VALS	2626	ST VALLIER
26314	ST MARTIN D AOUT	2626	ST VALLIER
26325	ST RAMBERT D ALBON	2626	ST VALLIER
26332	ST UZE	2626	ST VALLIER
26333	ST VALLIER	2626	ST VALLIER
26038	BEAUMONT MONTEUX	2628	TAIN

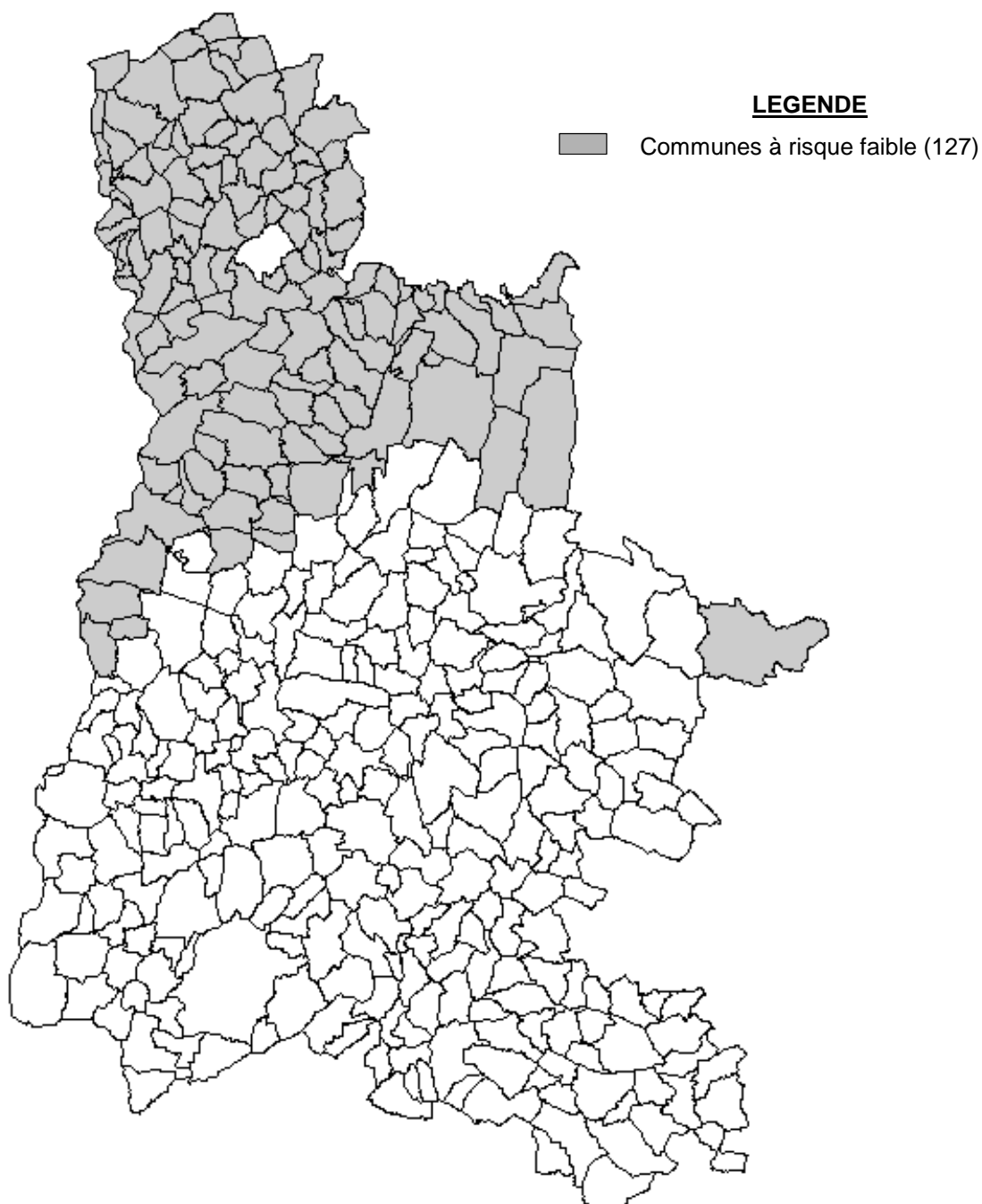
26071	CHANOS CURSON	2628	TAIN
26072	CHANTEMERLE LES BLES	2628	TAIN
26110	CROZES HERMITAGE	2628	TAIN
26119	EROME	2628	TAIN
26156	LARNAGE	2628	TAIN
26179	MERCUROL	2628	TAIN
26250	PONT DE L ISERE	2628	TAIN
26271	LA ROCHE DE GLUN	2628	TAIN
26341	SERVES SUR RHONE	2628	TAIN
26347	TAIN L HERMITAGE	2628	TAIN
26366	VEAUNES	2628	TAIN
26379	GRANGES LES BEAUMONT	2628	TAIN
26380	GERVANS	2628	TAIN
26058	BOURG LES VALENCE	2632	BOURG LES VALENCE
26313	ST MARCEL LES VALENCE	2632	BOURG LES VALENCE
26037	BEAUMONT LES VALENCE	2634	PORTES LES VALENCE
26042	BEAUVALLON	2634	PORTES LES VALENCE
26124	ETOILE SUR RHONE	2634	PORTES LES VALENCE
26196	MONTELEGER	2634	PORTES LES VALENCE
26252	PORTES LES VALENCE	2634	PORTES LES VALENCE
26068	LE CHALON	2635	ROMANS 2
26087	CHATILLON ST JEAN	2635	ROMANS 2
26107	CREPOL	2635	ROMANS 2
26139	GENISSIEUX	2635	ROMANS 2
26184	MIRIBEL	2635	ROMANS 2
26207	MONTMIRAL	2635	ROMANS 2
26225	PARNANS	2635	ROMANS 2
26297	ST BONNET DE VALCLERIEUX	2635	ROMANS 2
26310	ST LAURENT D ONAY	2635	ROMANS 2
26319	ST MICHEL SUR SAVASSE	2635	ROMANS 2
26323	ST PAUL LES ROMANS	2635	ROMANS 2
26355	TRIRS	2635	ROMANS 2
26281	ROMANS SUR ISERE	2697	ROMANS (ville)
26362	VALENCE	2698	VALENCE (ville)

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRÊTE n°08-0012
définissant la zone à risque faible pour les incendies de forêt

Carte annexée

ZONE DES MASSIFS A RISQUE FAIBLE





PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Service Eau, Forêts et Espaces Naturels
Pôle Forêt
courriel : ddt-sefen-pf@drome.gouv.fr

Valence, le 26 février 2013

ARRÊTÉ n° 2013057 - 0026 **réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage** **dans le cadre de la prévention des incendies de forêt**

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Forestier et notamment le titre III du livre I (L132-1 à 136-1 et R132-1 à 134-6),
VU la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Environnement,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code Pénal,
VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2011-004 du 05 janvier 2011 relatif à la procédure d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution en région Rhône-Alpes,
VU l'avis de la Sous-commission Consultative Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêts, landes, maquis et garrigues du 13 décembre 2012,
SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté permanent n°08-0011 du 02 janvier 2008 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt est abrogé.

SECTION 1 : EMPLOI DU FEU

TITRE 1 : PRÉAMBULE

Article 2 : définitions

Les expressions utilisées dans le présent arrêté sont définies ainsi :

- Les **espaces sensibles** désignent les bois, forêts, plantations, reboisements, landes, maquis et garrigues. Ils constituent des formations ligneuses combustibles dont sont exclus les vergers régulièrement entretenus.
- Périodes :
 - ↳ La période **rouge** est la période très dangereuse pendant laquelle le niveau de risques d'incendies est le plus élevé. Elle recouvre les mois de **juillet et août**.
 - ↳ la période **orange** est la période dangereuse pendant laquelle le niveau de risques d'incendies est élevé. Elle recouvre les mois de **février et mars**.
 - ↳ la période **verte** correspond à la période a priori la moins sensible aux risques d'incendies. Elle recouvre les mois de **septembre à janvier et d'avril à juin**.

Le calendrier de la période rouge pourra être modifié par arrêté en fonction du risque.

- Vent :

Un **vent fort** est caractérisé par une vitesse moyenne supérieure à 40 km/heure, c'est-à-dire lorsque les grosses branches ou le tronc des jeunes arbres sont agités.

Un **temps calme** est caractérisé par une vitesse moyenne du vent inférieure à 20 km/heure.

Article 3 : champ d'application

Les dispositions de cet arrêté s'appliquent à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles du département, y compris sur les voies qui les traversent.

Le code forestier prévoit une possibilité de brûlage pour les cas suivants :

- le brûlage réalisé par les propriétaires soumis aux Obligations Légales de Débroussaillage,
- le brûlage des rémanents et branchages des coupes forestières par un exploitant ou propriétaire forestier,
- le brûlage des rémanents, branchages, bois morts, suite à un événement naturel ayant provoqué des dégâts sur une parcelle forestière,
- Les brûlages dirigés réalisés au titre de la prévention des incendies de forêts par un service d'intervention autorisé,
- les feux tactiques mis en place par les services de secours dans le cadre de la lutte contre les incendies.

Le présent arrêté prend notamment compte des périodes de pollution atmosphérique et celles hors épisode. S'entend par épisode de pollution atmosphérique l'atteinte du niveau information ou du niveau alerte du dispositif défini dans l'arrêté inter préfectoral 2011-004 du 5 janvier 2011.

TITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU PUBLIC

Article 4 : interdictions

Toute l'année, en dehors des cas prévus dans les articles 5 et 10, il est interdit à toutes les personnes autres que les propriétaires, de porter ou d'allumer du feu, de jeter des objets en combustion à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Durant les périodes rouge et orange, il est interdit aux mêmes personnes de fumer à l'intérieur des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Article 5 : dérogations pour l'accueil du public

Lorsqu'une zone située dans un espace sensible est aménagée pour l'accueil du public, le propriétaire, ou le gestionnaire avec l'accord du propriétaire, peut demander une dérogation à l'emploi du feu pendant la période rouge dans des foyers spécialement aménagés. Cette dérogation ne pourra s'appliquer que par temps calme. Un arrêté préfectoral en précisera les modalités pratiques d'aménagement, de sécurité et de contrôle de ces foyers.

Article 6 : déchets (rappels)

Les dépôts d'ordures étant une cause fréquente d'incendie, il est rappelé qu'il est interdit à toute personne d'abandonner, de déposer ou de jeter des déchets en un lieu où elle n'est ni propriétaire ni ayant droit.

Lorsqu'un dépôt d'ordures ménagères présente un danger d'incendie pour les bois, forêts, landes, maquis, plantations ou reboisements, le maire doit prendre toutes mesures utiles pour faire cesser ce danger.

TITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROPRIÉTAIRES

Article 7 : exclusions (rappel)

Les restrictions à l'emploi du feu prévues par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux habitations et à leurs dépendances, aux ateliers et usines, sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par l'autorité publique, ni aux cas prévus par l'article 10.

Article 8 : interdictions

Il est interdit aux propriétaires de porter ou d'allumer du feu, de jeter des objets en combustion à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent :

- par vent fort, quelle que soit la période,
- pendant la période rouge,
- pendant la période orange sauf dans les cas prévus dans les articles 9 et 10.

Durant la période rouge, il est interdit aux propriétaires de fumer à l'intérieur des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Article 9 : dérogations pour l'incinération des végétaux

Pour des usages prévus par le code forestier et définis à l'article 3, les propriétaires qui veulent incinérer des végétaux coupés ou sur pied doivent se conformer aux dispositions suivantes :

- **tout brûlage est interdit** lors d'épisodes de pollution de la qualité de l'air. Cette information est disponible sur le site internet : <http://www.air-rhonealpes.fr> et l'arrêté inter-préfectoral n° 2011-004 du 05 janvier 2011 définit la procédure d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution en région Rhône-Alpes,
- vent fort : l'incinération est interdite,
- période rouge : l'incinération est interdite,
- période orange : l'incinération peut être pratiquée selon les modalités ci-dessous :
 - ↳ dépôt contre récépissé d'une déclaration en mairie du lieu de l'incinération conformément au modèle figurant en annexe 1 du présent arrêté
 - ↳ délai minimum de 48 heures entre le dépôt de la demande en mairie et le début des travaux (de préférence 5 jours francs avant)
 - ↳ durée de la dérogation limitée à 30 jours
 - ↳ présence obligatoire du bénéficiaire qui devra respecter les consignes de sécurité définies par l'annexe 1 du présent arrêté et en particulier éteindre les feux avant la nuit
 - ↳ exigence d'information par téléphone, le matin même des travaux, auprès du Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) au Service Départemental d'Incendie et de Secours
- période verte : l'incinération peut être pratiquée sous l'entière responsabilité du propriétaire sans négliger les règles de sécurité habituelles. Sauf dérogation, les feux devront être éteints avant la nuit.

TITRE 4 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

AU BRÛLAGE DIRIGÉ ET AUX FEUX TACTIQUES

Article 10 : conditions d'intervention de l'équipe de brûlage dirigé

L'équipe départementale de brûlage dirigée intervient à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, après avis de la DDT et du SDIS, selon les modalités du cahier des charges figurant en annexe 2 du présent arrêté, à la demande des propriétaires, de collectivités publiques, ou d'associations syndicales autorisées mandatées par des propriétaires des terrains concernés, ou dans les périmètres où les travaux ont été déclarés d'utilité publique.

Article 11 : feux tactiques (rappel)

Conformément à la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, le commandant des opérations de secours peut, même en l'absence d'autorisation du propriétaire ou de ses ayants droits, pour les nécessités de la lutte contre l'incendie, recourir à des feux tactiques.

TITRE 5 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 12 : feux d'artifice et lanternes célestes

L'utilisation des artifices de type C1 (K1) à C4 (K4) est assimilable à l'emploi du feu et par conséquent soumise à la réglementation suivante dans les espaces sensibles.

- en période verte et orange et par temps calme :
 - ↳ libre pour les artifices de type C1
 - ↳ soumise à information en mairie pour les artifices C2 (K2), C3 (K3) si la quantité totale de matière active, des artifices utilisés, est inférieure à 35 kg.
 - ↳ soumise à déclaration en Préfecture et en mairie pour les artifices de type C2, C3, si les artifices utilisés ont un poids total de matière active supérieure à 35 kg.
 - ↳ soumise à déclaration en Préfecture et en mairie pour tous les artifices de catégorie C4
- en période rouge ou par temps non calme : **interdite**

L'autorisation au titre du présent article ne dispense pas du respect de la réglementation spécifique en matière d'utilisation d'artifices pyrotechniques.

L'utilisation de lanternes célestes (aussi appelées lanternes thaïlandaises) est interdite en période rouge à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles.

Article 13 : travaux

Les personnes responsables de chantiers qui travaillent dans les espaces sensibles devront prendre toute disposition pour se prémunir contre les risques de départ d'incendie. En particulier, tout véhicule de chantier doit être équipé d'un extincteur à poudre polyvalente de 6 kg minimum. Les moyens de désherbage thermiques relèvent de ces dispositions.

Cas de l'apiculture :

L'emploi d'enfumeur sera autorisé en période rouge, à condition de disposer d'un extincteur à eau de 6 litres minimum, ou d'un dispositif de projection équivalent, à moins de 30 mètres du site d'exploitation (rucher).

De plus, un débroussaillage devra être réalisé sur rayon de 3 mètres minimum autour des ruches conformément aux prescriptions de l'article 17 du présent arrêté.

Article 14 : alerte

Toute personne qui a connaissance d'un feu doit immédiatement donner l'alerte en téléphonant à l'un des numéros de secours suivant : **18** (pompiers), **17** (police ou gendarmerie), **112** (centre de réception des appels d'urgence) en indiquant précisément le lieu, la nature et l'importance du sinistre.

Article 15 : sanctions

Les sanctions en cas de non respect du présent arrêté sont celles prévues par le Code Forestier, le Code Pénal et le Code des Assurances.

SECTION 2 : DÉBROUSSAILLEMENT

Article 16 : zonage

Les dispositions de la section 2 du présent arrêté ne sont pas applicables dans les communes à risque faible d'incendie de forêt. La liste de ces communes est arrêtée par le préfet.

TITRE 1 : DÉFINITIONS DU DÉBROUSSAILLEMENT

Article 17 : définition générale

Le débroussaillage préventif des incendies de forêt a pour objectif de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage de sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.

Article 18 : définition en bordure des infrastructures linéaires

Le débroussaillage réglementaire en bordure des infrastructures comprend :

- la destruction de la végétation herbacée et ligneuse basse au ras du sol,
- l'enlèvement des arbres morts, dépérissant ou dominés sans avenir,
- l'élagage des arbres conservés jusqu'à une hauteur minimale de 2 mètres, lorsque les sujets le permettent,
- l'élimination des rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu.

Article 19 : définition aux abords des constructions

Outre les opérations décrites dans l'article précédent, le débroussaillage réglementaire comprend :

- jusqu'à une distance de 10 mètres des murs, la suppression des arbres en densité excessive de façon à ce que chaque houppier soit distant d'un autre d'au moins de 2 mètres et distant de chaque construction d'au moins 2 mètres,
- la suppression des branches ou parties d'arbre surplombant les toitures.

Article 20 : définitions dans le cas de PPRIF

Dans les communes où un Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts (PPRif) est applicable, les prescriptions particulières en matière de débroussaillage se substituent aux dispositions du présent arrêté.

TITRE 2 : OBLIGATION GÉNÉRALE LIÉE A L'URBANISME

Article 21 :

Dans les communes à risque définie par arrêté préfectoral, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200 mètres de terrain en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations ou reboisements et répondant à l'une des situations suivantes :

1. Il n'existe pas sur la commune de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document d'urbanisme en tenant lieu :

Le débroussaillage est alors obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de **cinquante mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de **dix mètres** de part et d'autre de la voie.

Dans ce cas, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations.

2. Il existe sur la commune un PLU ou un document d'urbanisme en tenant lieu et les terrains ne sont pas situés dans les zones urbaines délimitées par l'un de ces documents :

Le débroussaillage est également obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de **cinquante mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de **dix mètres** de part et d'autre de la voie.

Dans ce cas, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations.

3. Il existe sur la commune un PLU ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

Doivent être débroussaillés en totalité, qu'ils portent des constructions ou non :

Les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par l'un de ces documents,

Les terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L.322-2 et L.442-1 du code de l'urbanisme,

Les terrains mentionnés aux articles L. 443-1 à L. 443-4 et à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme.

Dans les cas mentionnés ci-dessus, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain.

Article 22

Le débroussaillage obligatoire défini dans l'article précédent, ou le maintien en état débroussaillé, doit être réalisé avant le 15 mai.

TITRE 3 : OBLIGATIONS A PROXIMITÉ DES OUVRAGES LINÉAIRES

Article 23 : lignes électriques

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, lorsque les lignes électriques se trouvent à moins de 10 mètres du bord extérieur d'une voie publique ou privée soumise à l'obligation de débroussailler, lors des opérations d'entretien et d'égaleage prévues par l'arrêté technique, les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique ont obligation de procéder à l'élimination systématique des rémanents (branches, feuillages,...) qui devront être soit évacués, soit broyés, soit incinérés dans le strict respect des réglementations en vigueur au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

Article 24 : voies ouvertes à la circulation publique

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, les propriétaires des autoroutes, des routes nationales et des routes départementales ouvertes à la circulation publique ont obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé une bande de 3 mètres de large de part et d'autre de la bordure de la chaussée et de ses annexes circulables.

Lorsque la bande traitée est essentiellement recouverte d'une végétation herbacée, la coupe à ras du sol de la végétation devra être réalisée au moins une fois par an, au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

Des arrêtés complémentaires fixeront en fonction d'études de risques spécifiques :

- la liste des routes communales ou des autres voies, publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, sur lesquelles l'obligation de débroussailler s'appliquera,
- des sur largeurs spécifiques de débroussaillage adaptées aux conditions locales et la liste des voies auxquelles elles s'appliquent.

Article 25 : voies ferrées

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, les propriétaires de voies ferrées ont obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre de la bordure extérieure de la voie, au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

TITRE 4 : SUPERPOSITIONS DES OBLIGATIONS

Article 26 :

Lorsque les obligations de débroussaillage intéressant les voies ouvertes à la circulation publique, les voies ferrées ou les lignes électriques se superposent à des obligations de même nature par une tierce personne, la mise en œuvre de ces obligations incombe aux responsables de ces infrastructures.

SECTION 3 : APPLICATION

Article 27

Cet arrêté est susceptible d'un recours auprès du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP 1135 38022 Grenoble Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication dans le recueil des actes administratifs du département de la Drôme.

Article 28

La Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de Die et Nyons, les Maires du département, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur de l'Agence Interdépartementale de l'Office National des Forêts, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les gardes de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, les gardes des Réserves Nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le 26 février 2013

Le Préfet,
Pierre-André DURAND



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA DROME

Annexe 1 à l'arrêté permanent réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage
dans le cadre de la prévention des incendies de forêt

folio 1

**DÉCLARATION (1) FAISANT OFFICE DE RÉCÉPISSÉ
EN VUE DE L'INCINÉRATION DE VÉGÉTAUX SUR PIED OU COUPÉS POUR UN USAGE FORESTIER**

**pendant les mois de février et mars
à présenter de préférence 5 jours francs et au minimum 48 heures avant le début des travaux**

Le Maire de la commune de _____

certifie avoir reçu de M. _____

domicilié : _____ Téléphone : ____ _

agissant en qualité de : propriétaire ayant droit par accord écrit (2)
une déclaration préalable en vue de l'incinération de : végétaux sur pied / végétaux coupés (2) pour un usage forestier
autorisé : débroussaillage obligatoire(2) , rémanents de coupe forestière (2), événement naturel ayant causé des dégâts
sur une parcelle(s) forestière(s) (2).

Section cadastrale : _____ Parcelle(s) : _____

Lieu dit : _____ Superficie à incinérer : _____

Le demandeur soussigné pratiquera cette incinération sous son entière responsabilité à partir du
_____ pour une période de trente jours consécutifs.

Observation particulière :

Il s'engage à respecter les conditions suivantes :

1°) **Le matin même de l'incinération**, il avertira le Centre de Traitement de l'Alerte (C.T.A.) par téléphone
(04 75 75 98 26)

2°) **L'incinération sera surveillée par M.** _____

S'il s'agit d'une autre personne que le demandeur : _____

domicilié : _____ Téléphone : ____ _

3°) **L'incinération sera pratiquée en suivant les consignes de sécurité définies par l'annexe 2 du même arrêté
préfectoral, annexe qui m'a été remise ce jour et que je m'engage à respecter.**

4°) **En cas de "vent fort" (3) ou d'épisode de pollution atmosphérique sur la zone concernée,
l'incinération sera automatiquement interdite.**

Fait à : _____ le : _____ Reçu le : _____

Le demandeur :

Le Maire de la commune :

(1) à rédiger par le déclarant en 3 exemplaires : 1 exemplaire pour la mairie, 1 exemplaire pour le déclarant,

3^{ème} exemplaire à adresser à :

Direction Départementale des Territoires

Service Eau Forêt Espaces Naturels

BP1013 4 place Laënnec

26015 VALENCE

au tarif urgent, par Fax au : 04 81 66 80 80 ou par mail : ddt-sefen-pf@drome.gouv.fr

(2) rayer la mention inutile

(3) un "vent fort" est caractérisé par une vitesse moyenne supérieure à 40 km/heure lorsque les grosses branches ou les troncs des jeunes arbres sont agités.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA DROME

Annexe 1 à l'arrêté permanent réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage
dans le cadre de la prévention des incendies de forêt

folio 2

CONSIGNES DE SÉCURITÉ POUR L'INCINÉRATION DE VÉGÉTAUX

VÉGÉTAUX SUR PIED

1°) L'incinération sera pratiquée en deux temps :

- a) Cloisonnement : un layon de sécurité constitué d'une bande débroussaillée sera ouvert en périphérie de la zone à incinérer, la largeur de cette bande débroussaillée sera au minimum égale à 3 fois la hauteur de la végétation à incinérer, l'incinération débutera en haut de pente sera conduite progressivement en partie basse par bandes successives. La bande débroussaillée peut être constituée par des éléments naturels incombustibles : rochers, pierres, bandes sableuses, etc...
- b) Incinération : l'incinération débutera après 9 heures du matin. L'opération sera surveillée à raison d'un ouvrier pour un hectare. La surveillance pourra être réduite de moitié si le responsable dispose sur les lieux d'une lance d'arrosage alimentée par un réservoir mobile d'au moins 200 litres.

2°) L'incinération devra être terminée avant la tombée de la nuit.

3°) Après l'incinération, les cendres et résidus devront être totalement éteints.

VÉGÉTAUX COUPÉS

1°) L'incinération devra se dérouler ainsi :

- a) L'incinération débutera après 9 heures du matin.
- b) Les déchets à incinérer ne devront pas être entassés sur plus de 3 mètres de diamètre et 1 mètre de haut. Ils devront être entourés d'une zone désherbée d'une largeur de 5 mètres au moins et d'une zone débroussaillée d'une largeur de 10 mètres au moins. La zone désherbée pourra être réduite à 2 mètres et la zone débroussaillée à 5 mètres si le responsable dispose sur les lieux de l'incinération d'une lance d'arrosage alimentée sur réseau ou par un réservoir mobile d'au moins 200 litres.
- c) L'incinération sera surveillée en permanence par du personnel capable d'assurer l'extinction du foyer et sans que plusieurs foyers soient allumés simultanément.

2°) L'incinération devra être terminée avant la tombée de la nuit.

3°) Après l'incinération, les cendres et résidus devront être totalement éteints.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

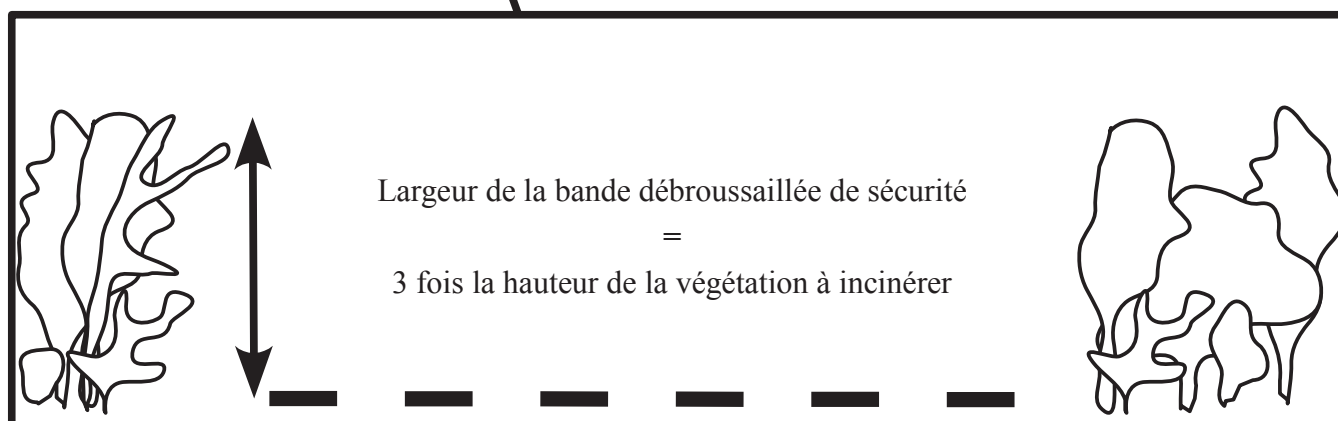
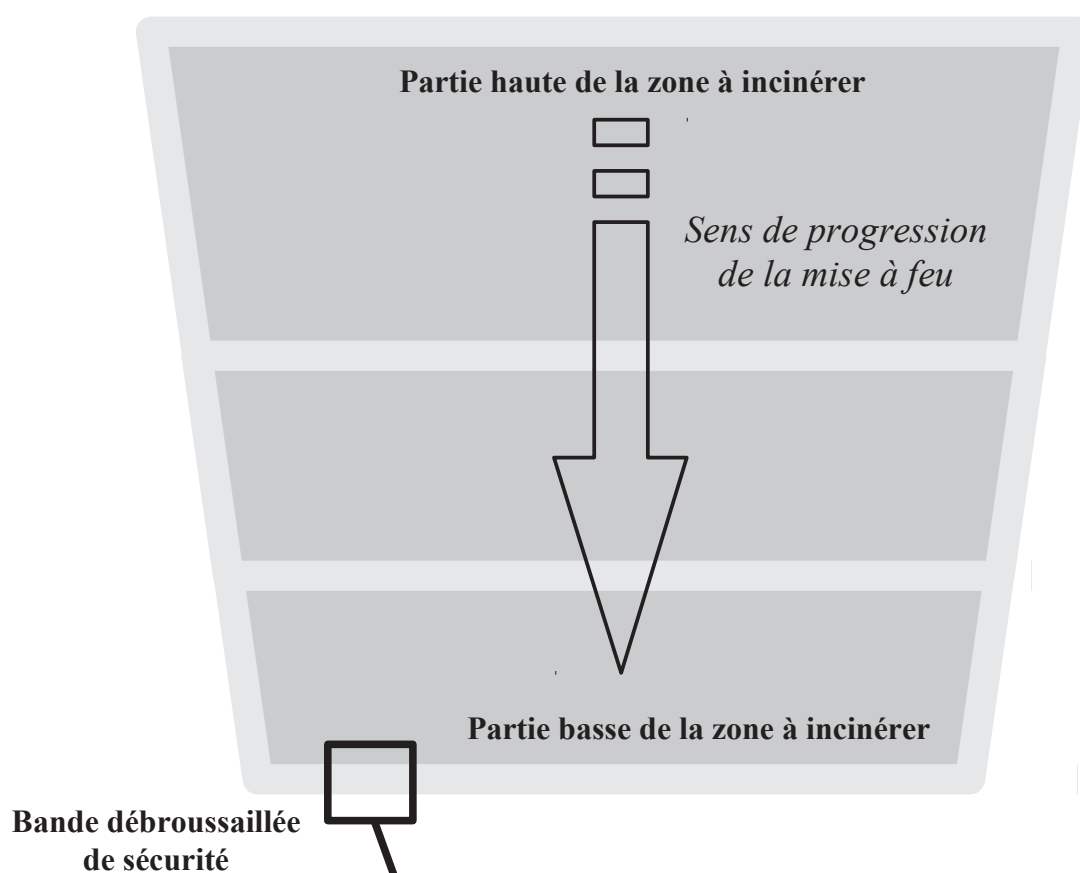
PREFET DE LA DROME

Annexe 1 à l'arrêté permanent réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage
dans le cadre de la prévention des incendies de forêt

folio 3

CONSIGNES DE SÉCURITÉ POUR L'INCINÉRATION DE VÉGÉTAUX

TECHNIQUE DE CONTRÔLE DE L'INCINÉRATION POUR LES VÉGÉTAUX SUR PIED



Annexe 2 à l'arrêté permanent réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage
dans le cadre de la prévention des incendies de forêt

CAHIER DES CHARGES POUR LE BRÛLAGE DIRIGÉ ET L'INCINÉRATION DE VÉGÉTAUX

Article 1

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération de brûlage dirigé ou d'incinération de végétaux, doivent respecter les règles en vigueur, et spécialement les prescriptions du code forestier.

Ils doivent s'assurer que l'autorisation des propriétaires des terrains concernés a été recueillie et que la procédure d'information a été appliquée, conformément à l'article R-131-10 du code forestier.

Les dispositions opérationnelles doivent notamment respecter les prescriptions des articles R131-2 et R.131-7 du code forestier.

Article 2

Le bénéficiaire fait parvenir sa demande de travaux à la cellule technique départementale de brûlage dirigé (CTBD26) qui l'instruit en faisant réaliser un diagnostic pastoral d'opportunité lorsque l'intervention concerne une réouverture de zones embroussaillées pour améliorer les conditions de pâturage.

et confie la réalisation du chantier :

- soit à une ou des personnes possédant une attestation de formation délivrée par un établissement habilité à dispenser une formation destinée aux personnes responsables des travaux d'incinération figurant sur une liste arrêtée conjointement par le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, et le Ministre de l'Intérieur.
- soit à une personne dont l'expérience en matière de conduite de chantier de brûlage dirigé a été reconnue et validée par le comité pédagogique national visé à l'article 5 de l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, et du Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Ce responsable de la réalisation du chantier (chef de chantier) ouvre et renseigne une fiche INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) simplifiée de brûlage dirigé par chantier.

Article 3

Les opérations de brûlage dirigé ou d'incinération de végétaux doivent être réalisées dans le respect de l'arrêté préfectoral permanent en cours sur l'emploi du feu.

Article 4

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération de brûlage dirigé ou d'incinération de végétaux, s'assurent que le bénéficiaire a souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile accident et incendie.

Article 5

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, sont responsables de la sécurité du chantier qu'ils effectuent.

Article 6

Le responsable du chantier applique les prescriptions définies lors de l'étude préalable (Fiche INRA) et s'assure en permanence du bon déroulement du chantier :

- Il informe la mairie ainsi que la gendarmerie ou la police des spécificités du chantier au plus tard la veille du jour de la réalisation ;
- Il met tout en œuvre pour rester maître de la situation;
- Il procède avec le bénéficiaire à l'inspection des lisières en fin de chantier;
- Il signe avec le bénéficiaire la décharge par écrit de sa responsabilité après l'inspection des lisières;
- Le responsable du chantier informe le CODIS (centre opérationnel départemental d'incendie et de secours) au moment de l'allumage et en fin de chantier ;



PRÉFET DE LA DRÔME

Arrêté n° *2014-0013*
portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre
dans le département de la Drôme

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1 ;
- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L571-10 et R571-32 à R571-43 ;
- Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;
- Vu l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;
- Vu les arrêtés du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement, dans les établissements de santé et dans les hôtels ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 748 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des routes nationales et départementales hors des limites d'agglomération du département de la Drôme ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 970 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des infrastructures ferroviaires du département de la Drôme ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 734 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des voiries communales de Valence et Bourg-lès-Valence ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 735 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des voiries communales de Romans-sur-Isère et Bourg-de-Péage ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 737 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des voiries communales de Pierrelatte ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 736 en date du 2 mars 1999 relatif au classement sonore des voiries communales de Montélimar ;
- Vu l'avis des communes et des gestionnaires suite à leurs consultations en date du 25 octobre 2012 et du 19 mars 2014 ;

Vu les avis du Conseil général de la Drôme du 3 décembre 2012 et du 17 septembre 2014 ;

Sur proposition de M. le directeur départemental des Territoires de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 734, 736, 737, 748 et 970 en date du 2 mars 1999 et portant classement des infrastructures de transport terrestre du département de la Drôme et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sont abrogées.

Article 2 :

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996, modifiées par celles de l'arrêté du 23 juillet 2013 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit sont applicables aux abords du tracé des infrastructures de transport terrestre du département de la Drôme mentionnées à l'article 3 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transport terrestre, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, la section correspondant à cette protection n'est pas classée.

Article 3 :

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 23 juillet 2013, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de la voie ainsi que le type de tissu urbain.

Les réseaux concernés sont respectivement :

1. Réseau routier national concédé
2. Réseau routier national non concédé
3. Réseau routier départemental
4. Réseau routier communal
5. Réseau ferré

La dénomination des voies du réseau routier correspond à l'architecture du réseau en 2012.

Une représentation cartographique de ce classement est disponible sur le site Internet de la préfecture à l'adresse suivante :

http://carto.georhonealpes.fr/1/classement_sonore_2014_026.map

Cette cartographie a un caractère illustratif et seul fait foi le texte du présent arrêté.

1/ Réseau routier national concédé.

Voie	Référence tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
A 7	Totalité A 7 en Drôme	SAINT RAMBERT D'ALBON	26 + 280	142 + 610	1	300	Ouvert
		ALBON					
		BEAUSSEMBLANT					
		SAINT UZE					
		SAINT BARTHELEMY DE VALS					
		CHANTEMERLE LES BLES					
		LARNAGE					
		MERCUROL					
		LA ROCHE DE GLUN					
		PONT D'ISERE					
		CHATEAUNEUF SUR ISERE					
		BOURG LES VALENCE					
		VALENCE					
		PORTES LES VALENCE					
		ETOILE SUR RHONE					
		LIVRON SUR DROME					
		LORIOLE SUR DROME					
		SAULCE SUR RHONE					
		LES TOURETTES					
		LA COUCOURDE					
		SAVASSE					
		SAINT MARCEL LES SAUZET					
		SAUZET					
		MONTBOUCHER SUR JABRON					
		ESPELUCHE					
		ALLAN					
		CHATEAUNEUF DU RHONE					
		MALATAVERNE					
		DONZERE					
		LES GRANGES GONTARDES					
		LA GARDE ADHEMAR					
		SAINT PAUL TROIS CHATEAUX					
A 7	Bretelle nord	VALENCE	RN 7	A 7	3	100	Ouvert
A 7	Bretelle sud	VALENCE	RN 7	A 7	3	100	Ouvert
A 7	Bretelle	VALENCE	RN 7	A 7	2	250	Ouvert
A 7	Bretelle	VALENCE	RN 7	A 7	3	100	Ouvert
A 49	Saint Marcellin - Péage	LA BAUME D'HOSSTUN	44 + 471	61 + 270	2	250	Ouvert
		EYMEUX					
		HOSSTUN					
		JAILLANS					
		BEAUREGARD BARET					
		CHATUZANGE LE GOUBET					
A 49	Péage - RN 532	BOURG DE PEAGE	61 + 270	61 + 750	1	300	Ouvert

2/ Réseau routier national non concédé.

Voie	Reference tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Car	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RN 7		SAINT RAMBERT D'ALBON	0 + 00	3 + 100	2	250	Ouvert
RN 7		SAINT RAMBERT D'ALBON	3 + 100	28 + 000	3	100	Ouvert
		ALBON					
		ANDANCETTE					
		BEAUSSEMBLANT					
		LAVEYRON					
		SAINT VALLIER					
		PONSAS					
		SERVES SUR RHONE					
		EROME					
		GERVANS					
RN 7		TAIN L'HERMITAGE	28 + 000	28 + 290	2	250	U
RN 7		TAIN L'HERMITAGE	28 + 290	30 + 140	3	100	Ouvert
RN 7		TAIN L'HERMITAGE	30 + 140	36 + 140	2	250	Ouvert
		MERCUROL					
		LAROCHE DE GLUN					
RN 7		PONT D'ISERE	36 + 140	37 + 200	3	100	Ouvert
RN 7		PONT D'ISERE	37 + 200	42 + 200	2	250	Ouvert
		CHATEAUNEUF SUR ISERE					
RN 7	Contournement de VALENCE	BOURG LES VALENCE	42 + 200	43 + 000	4	30	Ouvert
	Contournement de VALENCE	BOURG LES VALENCE					
	Contournement de VALENCE	SAINT MARCEL LES VALENCE					
RN 7	Contournement de VALENCE	VALENCE	43 + 000	46 + 625	2	250	Ouvert
	Contournement de VALENCE	CHABEUIL					
	Contournement de VALENCE	MALISSARD					
RN 7	Contournement de VALENCE	VALENCE	46 + 625	47 + 2315	1	300	Ouvert
RN 7		VALENCE	47 + 2315	56 + 340	3	100	Ouvert
		PORTES LES VALENCE					
		ETOILE SUR RHONE					
		ETOILE SUR RHONE					U
		LIVRON SUR DROME					Ouvert
RN 7	Traverse de LIVRON/D	LIVRON SUR DROME	63 + 440	64 + 480	2	250	U
RN 7		LIVRON SUR DROME	64 + 480	67 + 175	3	100	Ouvert
		LORIOI SUR DROME					
RN 7	Traverse de LORIOI/D	LORIOI SUR DROME	67 + 175	69 + 400	2	250	Ouvert
RN 7		LORIOI SUR DROME	69 + 400	72 + 530	3	100	Ouvert
		CLIOUSCLAT					
		SAULCE SUR RHONE					
RN 7	Traverse de SAULCE/R	SAULCE SUR RHONE	72 + 530	72 + 785	2	250	U
RN 7		SAULCE SUR RHONE	72 + 785	90 + 000	3	100	Ouvert
		LES TOURETTES					
		LA COUCOURDE					
		SAVASSE					
		MONTÉLIMAR					

Voie	Référence tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RN 7		MONTELIMAR	90 + 000	114 + 400	2	250	Ouvert
		CHATEAUNEUF DU RHONE					
		MALATAVERNE					
		DONZERE					
		PIERRELATTE					
RN 7		PIERRELATTE	114 + 400	119 + 400	3	100	Ouvert
RN 102	Montélimar – Ardèche	MONTELIMAR	0 + 000	3 + 835	3	100	Ouvert
RN 532	Les Couleures – A 49	VALENCE	5 + 000	15 + 170	2	250	Ouvert
		SAINT MARCEL LES VALENCE					
		ALIXAN					
		CHATEAUNEUF SUR ISERE					
		BOURG DE PEAGE					
RN 7	Projet déviation Livron – Loriol	LIVRON SUR DROME	RN 7	RN 7	3	100	Ouvert
		LORIOLE SUR DROME					

3/ Réseau routier départemental.

Voie	Référence tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RD 1		ANNEYRON	5 + 802	7 + 467	3	100	Ouvert
RD 1		ANNEYRON	7 + 467	8 + 300	4	30	Ouvert
RD 1		ANNEYRON	8 + 300	9 + 267	4	30	U
RD 4	Avenue Saint Didier	MONTELIMAR	0 + 000	0 + 635	4	30	Ouvert
RD 6	Av Julien	MONTELIMAR	0 + 000	0 + 770	5	10	Ouvert
RD 6		SAVASSE	5 + 953	7 + 1290	4	30	Ouvert
		SAINT MARCEL LES SAUZET					
		SAUZET					
RD 7		VALENCE	2 + 830	5 + 528	3	100	Ouvert
		PORTES LES VALENCE					
RD 7		PORTES LES VALENCE	5 + 528	5 + 750	2	250	U
RD 7		PORTES LES VALENCE	5 + 750	6 + 500	4	30	U
RD 7		PORTES LES VALENCE	6 + 500	9 + 347	4	30	Ouvert
		ETOILE SUR RHONE					
RD 11	Bd De Gaulle et Av Du Tell	MONTELIMAR	0 + 000	0 + 150	3	100	Ouvert
RD 11	Av Du tell	MONTELIMAR	0 + 150	0 + 407	4	30	Ouvert
RD 11	Rue de Sarda / Chemin de la Dame	MONTELIMAR	0 + 407	0 + 825	4	30	Ouvert
RD 11	Av Rochemaure	MONTELIMAR	0 + 825	1 + 785	4	30	Ouvert
RD 11		MONTELIMAR	1 + 785	4 + 220	3	100	Ouvert
		ANCONE					
RD 11A	Av du tell et rue Pinel	MONTELIMAR	0 + 000	1 + 166	4	30	Ouvert
RD 13		PIERRELATTE	3 + 855	6 + 000	4	30	Ouvert
RD 13		PIERRELATTE	6 + 000	6 + 515	3	100	Ouvert
RD 51		SAINT VALLIER	0 + 000	0 + 878	4	30	Ouvert
RD 51		SAINT VALLIER	0 + 878	3 + 881	3	100	Ouvert
		SAINT BARTHELEMY DE VALS					
		LAVEYRON					
RD 52		ROMANS SUR ISERE	0 + 000	1 + 118	4	30	Ouvert

Vale	Référence tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RD 53		ROMANS SUR ISERE	0 + 000	2 + 000	4	30	Ouvert
RD 53		ROMANS SUR ISERE	2 + 000	3 + 440	3	100	Ouvert
		MOURS SAINT EUSEBE					
RD 53		PEYRINS	7 + 346	9 + 500	3	100	Ouvert
		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE					
RD 53		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	9 + 500	9 + 700	4	30	U
RD 53		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	9 + 700	12 + 327	3	100	Ouvert
RD 53		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	12 + 327	12 + 515	3	100	Ouvert
RD 59		SOLERIEUX	10 + 723	19 + 448	3	100	Ouvert
		SAINT RESTITUT					
		SAINT PAUL TROIS CHATEAUX					
		PIERRELATTE					
RD 59		PIERRELATTE	19 + 448	22 + 000	3	100	Ouvert
RD 59		PIERRELATTE	22 + 000	25 + 765	3	100	Ouvert
RD 67		CHATEAUNEUF SUR ISERE	6 + 779	8 + 290	3	100	Ouvert
		BEAUMONT MONTEUX					
RD 67		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	20 + 290	20 + 530	3	100	Ouvert
RD 67		SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	20 + 530	21 + 973	2	250	Ouvert
RD 68		MALISSARD	3 + 460	9 + 518	3	100	Ouvert
		CHABEUIL					
RD 68		CHABEUIL	9 + 519	10 + 458	4	30	Ouvert
RD 71		SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	12 + 477	14 + 421	3	100	Ouvert
RD 73	Route de Chateauneuf	MONTELIMAR	0 + 000	1 + 938	4	30	Ouvert
RD 73		MONTELIMAR	1 + 938	6 + 440	3	100	Ouvert
		CHATEAUNEUF DU RHONE					
RD 73		CHATEAUNEUF DU RHONE	6 + 440	7 + 200	4	30	Ouvert
RD 73		CHATEAUNEUF DU RHONE	7 + 200	7 + 500	4	30	U
RD 73		CHATEAUNEUF DU RHONE	7 + 500	7 + 785	4	30	Ouvert
RD 73		CHATEAUNEUF DU RHONE	7 + 785	8 + 860	3	100	Ouvert
RD 92	Rue Chassigny	ROMANS SUR ISERE	1 + 240	1 + 980	4	30	Ouvert
RD 92 N		ROMANS SUR ISERE	0 + 000	2 + 370	3	100	Ouvert
RD 92 N		ROMANS SUR ISERE	2 + 370	4 + 100	4	30	Ouvert
RD 92 N		ROMANS SUR ISERE	4 + 100	8 + 538	3	100	Ouvert
		SAINT PAUL LES ROMANS					
RD 93		EURRE	11 + 880	15 + 524	3	100	Ouvert
		CREST					
RD 93	Traverse de CREST	CREST	15 + 524	18 + 330	4	30	Ouvert
RD 93		CREST	18 + 330	19 + 620	3	100	Ouvert
		A OUSTE SUR SYE					
RD 93		MIRABEL ET BLACONS	25 + 080	30 + 000	3	100	Ouvert
		SAILLANS					
RD 94		TULETTE	23 + 079	24 + 153	3	100	Ouvert
RD 94		TULETTE	24 + 153	24 + 700	4	30	Ouvert
RD 94		TULETTE	24 + 700	24 + 980	2	250	U
RD 94		TULETTE	24 + 980	25 + 656	4	30	Ouvert
D 95 N	Pont de Tournon	TAIN L'HERMITAGE	0 + 000	0 + 144	3	100	Ouvert

Vole	Reference tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Car	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RD 104		CREST	0 + 000	8 + 600	3	100	Ouvert
		DIVAJEU					
		CHABRILLAN					
		GRANE					
RD 104		GRANE	8 + 600	16 + 440	3	100	Ouvert
RD 104 N	D 104 - Ardèche	LORIOLE SUR DROME	0 + 000	3 + 1163	3	100	Ouvert
RD 111		VALENCE	0 + 000	13 + 220	3	100	Ouvert
		PORTES LES VALENCE					
		BEAUVALLON					
		ETOILE SUR RHONE					
		MONTOISON					
RD 111	Déclation de Montolzon	MONTOISON			3	100	Ouvert
RD 111		MONTOISON	15 + 636	19 + 780	3	100	Ouvert
		ALEX					
		EURRE					
RD 111 A		ETOILE SUR RHONE	2 + 000	2 + 909	3	100	Ouvert
RD 133		VALAURIE	8 + 883	15 + 730	3	100	Ouvert
		ROUSSAS					
		LES GRANGES GONTARDES					
		MALA TAVERNE					
RD 164		CREST	0 + 000	8 + 285	3	100	Ouvert
		Aoustes sur sye					
		PIEGROS LA CLASTRE					
		MIRABEL ET BLAONS					
RD 220 A		LA ROCHE DE GLUN	0 + 000	1 + 676	4	30	Ouvert
RD 238		DIE	0 + 000	1 + 759	4	30	Ouvert
RD 261		BEAUMONT LES VALENCE	3 + 057	5 + 671	3	100	Ouvert
		MONTELEGER					
		VALENCE					
RD 261		VALENCE	5 + 671	5 + 830	4	30	Ouvert
RD 432		VALENCE	2 + 000	4 + 097	3	100	Ouvert
		SAINT MARCEL LES VALENCE					
RD 432		SAINT MARCEL LES VALENCE	4 + 694	5 + 186	4	30	U
RD 432		SAINT MARCEL, LES VALENCE	5 + 186	5 + 394	3	100	Ouvert
RD 458		LES GRANGES GONTARDES	0 + 000	7 + 377	3	100	Ouvert
		LA GARDEADHEMAR					
		SAINT PAUL TROIS CHATEAUX					
RD 458		SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	7 + 377	8 + 741	2	250	Ouvert
RD 519		LAPEYROUSE MORNAY	2 + 818	4 + 666	3	100	Ouvert
RD 531		BOURG DE PEAGE	0 + 000	0 + 225	3	100	Ouvert
RD 531		BOURG DE PEAGE	0 + 225	0 + 610	4	30	Ouvert
RD 532		MERCUROL	0 + 000	3 + 831	3	100	Ouvert
		CHANOS CURSON					
RD 532		CHANOS CURSON	3 + 831	4 + 327	4	30	U
RD 532		CHANOS CURSON	4 + 327	4 + 741	3	100	Ouvert
RD 532		CHANOS CURSON	4 + 741	5 + 360	4	30	U

Voie	Reference tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat.	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus		
RD 532		CHAMOS CURSON	5 + 360	13 + 770	3	100	Ouvert		
		CLERIEUX							
		GRANGES LES BEAUMONT							
		ROMANS SUR ISERE							
RD 532		ROMANS SUR ISERE	13 + 770	14 + 220	3	100	Ouvert		
RD 532		ROMANS SUR ISERE	14 + 220	14 + 750	4	30	Ouvert		
RD 532		ROMANS SUR ISERE	14 + 750	14 + 870	2	250	Ouvert		
RD 532		ROMANS SUR ISERE	15 + 265	16 + 740	4	30	Ouvert		
RD 532		CHATUSANGE LE GOUBET	20 + 000	20 + 970	3	100	Ouvert		
RD 532		CHATUSANGE LE GOUBET	20 + 970	35 + 391	3	100	Ouvert		
		BEAUREGARD BARET							
		JAILLANS							
		EYMEUX							
		HOSTUN							
		LA BAUME D'HOSTUN							
		SAINT NAZAIRE EN ROYANS							
RD 532 A		TAIN L'HERMITAGE	0 + 000	0 + 188	2	250	Ouvert		
RD 532 A		TAIN L'HERMITAGE	0 + 188	1 + 975	4	30	Ouvert		
D 533 N	Pont F. Mistral	VALENCE	0 + 000	0 + 444	3	100	Ouvert		
D 534 N	Pont des Lônes et accès	VALENCE	1 + 000	2 + 103	3	100	Ouvert		
RD 536		MARGES	26 + 416	29 + 444	3	100	Ouvert		
		ARTHEMONAY							
		PEYRINS							
RD 538		PEYRINS	29 + 444	30 + 417	4	30	U		
RD 538		PEYRINS	30 + 417	32 + 345	3	100	Ouvert		
RD 538		MOURS SAINT EUSEBE	32 + 345	33 + 077	4	30	U		
RD 538		MOURS SAINT EUSEBE	33 + 077	36 + 000	3	100	U		
		ROMANS SUR ISERE							
RD 538		BOURG DE PEAGE	36 + 001	41 + 324	3	100	Ouvert		
		ALIXAN							
RD 538	Traverse d'ALIXAN	ALIXAN	41 + 324	42 + 321	3	100	U		
RD 538		ALIXAN	42 + 321	45 + 763	3	100	Ouvert		
		MONTELIER	45 + 763	46 + 331			U		
		MONTELIER					Ouvert		
		CHABEUIL							
		MONTVENDRE	46 + 331	55 + 211					
RD 538		MONTMEYRAN	59 + 892	70 + 385	3	100	Ouvert		
		UPIE							
		VAUNAVEYS LA ROCHETTE							
		CREST							
RD 538		DIVAJEU	70 + 385	76 + 848	3	100	Ouvert		
RD 538		MIRABEL AUX BARONNIES	144 + 927	145 + 241	3	100	Ouvert		
RD 538		MIRABEL AUX BARONNIES	145 + 241	145 + 500	4	30	Ouvert		
RD 538		MIRABEL AUX BARONNIES	145 + 500	145 + 885	2	250	U		
RD 538		MIRABEL AUX BARONNIES	145 + 885	146 + 172	4	30	Ouvert		
RD 538		MIRABEL AUX BARONNIES	146 + 172	149 + 364	3	100	Ouvert		
		PIEGON							
RD 538	Projet de déviation	ALIXAN			3	100	Ouvert		
RD 538 A		BEAUMONT LES VALENCE	7 + 795	7 + 500	3	100	Ouvert		
		BEAUMONT LES VALENCE	7 + 500	8 + 200			U		
		VALENCE	8 + 200	13 + 520			Ouvert		

Voie	Référence tronçon	Communes traversées	Début	Fin	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
RD 540	Av Kennedy / Bds Meynot et du Fust	MONTEIMAR	0 + 000	2 + 145	4	30	Ouvert
RD 540	Av Espoulette	MONTEIMAR	2 + 145	2 + 305	3	100	Ouvert
RD 540	Av Espoulette	MONTEIMAR	2 + 305	2 + 680	4	30	Ouvert
RD 540	Av Espoulette	MONTEIMAR	2 + 680	3 + 920	3	100	Ouvert
RD 540		MONTEIMAR	3 + 920	11 + 000	3	100	Ouvert
		MONTBOUCHER SUR JABRON					
		LA BATIE ROLLAND					
RD 540		LA BATIE ROLLAND	11 + 000	11 + 360	4	30	U
RD 540 A	Route de Valence / Av St Lazare / Av St Martin	MONTEIMAR	0 + 000	2 + 400	4	30	Ouvert
RD 540 A	Bd C De Gaulle	MONTEIMAR	3 + 130	3 + 430	3	100	Ouvert
RD 540 A	Av d'Aygu et Av J Jaures	MONTEIMAR	3 + 430	3 + 880	4	30	Ouvert
RD 540 A	Av d'Aygu et Av J Jaures	MONTEIMAR	3 + 880	4 + 000	3	100	Ouvert
RD 540 A	Route de Marseille	MONTEIMAR	4 + 000	5 + 880	4	30	Ouvert
RD 541		DONZERE	0 + 691	4 + 135	3	100	Ouvert
		LES GRANGES GONTARDES					
RD 541		VALAURIE	8 + 400	9 + 000	3	100	U
RD 541		VALAURIE	9 + 000	20 + 465			Ouvert
		REAUVILLE					
		CHANTEMERLE LES GRIGNAN					
		GRIGNAN					
		COLONZELLE					
RD 541		SAINT PANTALEON LES VIGNES	20 + 465	24 + 240	3	100	Ouvert
RD 751		DIE	0 + 000	0 + 140	3	100	Ouvert
RD 807		SAINT RAMBERT D'ALBON	0 + 000	1 + 255	4	30	Ouvert
RD 807		SAINT RAMBERT D'ALBON	1 + 255	1 + 500	3	100	Ouvert
RD 807		SAINT RAMBERT D'ALBON	1 + 500	1 + 720	4	30	Ouvert
RD 807		SAINT RAMBERT D'ALBON	1 + 720	2 + 170	3	100	Ouvert
RD 807		SAINT RAMBERT D'ALBON	2 + 170	3 + 100	4	30	Ouvert
RD 844		CHATEAUNEUF DU RHONE	0 + 000	4 + 100	3	100	Ouvert
	Traverse des Joanins	MALATAVERNE	4 + 100	4 + 800	4	30	Ouvert
		MALATAVERNE	4 + 800	6 + 100	3	100	Ouvert
		DONZERE					Ouvert
	Traverse Donzere	DONZERE	6 + 100	7 + 050	4	30	Ouvert
	Traverse Donzere	DONZERE	7 + 050	7 + 370	3	100	Ouvert
	Traverse Donzere	DONZERE	7 + 370	8 + 000	4	30	Ouvert
		DONZERE	8 + 000	8 + 700	3	100	Ouvert
RD 858		PIERRELATTE	0 + 290	0 + 864	4	30	Ouvert
RD 879		PIERRELATTE	0 + 310	0 + 692	3	100	Ouvert
RD 886	Pont de Saint Vallier	SAINT VALLIER	0 + 000	0 + 273	4	30	Ouvert
D 2007 N	Ex RN 7	BOURG LES VALENCE	41 + 485	48 + 550	3	100	Ouvert
		VALENCE					Ouvert
RD 2092 N		BOURG DE PEAGE	0 + 000	2 + 310	3	100	Ouvert
		ROMANS SUR ISERE					Ouvert
RD 2532 N		CHATEAUNEUF SUR ISERE	15 + 170	17 + 540	2	250	Ouvert
		BOURG DE PEAGE					Ouvert
RD 2532 N		BOURG DE PEAGE	17 + 540	18 + 520	3	100	Ouvert
RD 2532 N		BOURG DE PEAGE	18 + 520	20 + 790	4	30	Ouvert
		CHATUZANGE LE GOUBET					Ouvert
RD	Projet contournement NO	ROMANS SUR ISERE			3	100	Ouvert
RD 538	Projet contournement Chenos-Curson	CHANOS CURSON			3	100	Ouvert
RD 67					3	100	Ouvert

4/ Réseau routier communal.

Vale	Référence tronçon	Communes traversées	Car	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
VC	Avenue de Lyon (RD 2007 N à rue de l'Isle Adam)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue de Lyon (Rue de l'Isle Adam à chemin du Valentin)	BOURG LES VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Avenue Marc Urth (Rue de Chony au chemin du Valentin)	BOURG LES VALENCE	2	250	U
VC	Avenue Jean Jaurès (avenue de Verdun à rue de Chony)	BOURG LES VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Rue de Sully Nord	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Rue de la Manutention	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Chavan	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Jules Ferry	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Ile Adam	BOURG LES VALENCE	4	30	U
VC	Rue Edith Piaf	BOURG LES VALENCE	4	30	U
VC	Avenue Jean Moulin	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Chemin du Valentin Sud (Rue Ile Adam sur 735 m)	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Chemin du Valentin Nord (au delà des 735 m)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue Georges Brassens (Avenue du Valentin – Rue Vivier)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Vivier	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Route de Chateaufort (Giratoire – Route de Talavard)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Route de Talavard	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Rue Bart	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Gay Lussac	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Derlard	BOURG LES VALENCE	3	100	U
VC	Rue du docteur Ponsaye	BOURG LES VALENCE	3	100	U
VC	Quai Thanaron	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Quai Saint Nicolas	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Boulevard De Gaulle	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Rue de Verdun (160 m sud)	BOURG LES VALENCE	3	100	U
VC	Rue de Verdun (160 m nord)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue du Moulin d'Albon	BOURG LES VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Avenue Brel (890 m sud)	BOURG LES VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue des Catalins	MONTELIMAR	4	30	Ouvert
VC	Boulevard des Présidents	MONTELIMAR	3	100	Ouvert
VC	Rue du 5 décembre	MONTELIMAR	5	10	Ouvert
VC	Rue Léon Blum	MONTELIMAR	4	30	Ouvert
VC	Rue Monnaie Vieille	MONTELIMAR	4	30	U
VC	Rue Loubet	MONTELIMAR	4	30	Ouvert
VC	Avenue Perdiguer	MONTELIMAR	5	10	Ouvert
VC	Rue Saint Martin sur 135 m après rue Monnaie Vieille	MONTELIMAR	3	100	Ouvert
VC	Rue Saint Martin sur 90 m après RD 540 A	MONTELIMAR	4	30	U
VC	Avenue Becquerel	PIERRELATTE	5	10	Ouvert
VC	Avenue Perrin	PIERRELATTE	5	10	Ouvert
VC	Rue C Jaume	PIERRELATTE	5	10	Ouvert
VC	Rues Mistral et Curie	PIERRELATTE	5	10	Ouvert
VC	Route de Bourg Saint Andéol et boulevard du Maréchal Juin à l'ouest de la RN7	PIERRELATTE	3	100	Ouvert
VC	Boulevard Maréchal Juin à l'est de la RN7 et Boulevard Chandeysson au Nord jusqu'à la rue des Jardins	PIERRELATTE	4	30	Ouvert
VC	Boulevard Chandeysson de la rue des Jardins à l'avenue Général de Gaulle	PIERRELATTE	3	100	Ouvert
VC	Boulevard Chandeysson à l'est de l'avenue du Général de Gaulle- Avenue Bonaparte- Avenue de la Gare – Boulevard Denis Papin au sud de la route de Saint Paul Trois Châteaux	PIERRELATTE	4	30	Ouvert
VC	AV De Laitre	PIERRELATTE	4	30	Ouvert
VC	VC 4	PIERRELATTE	4	30	Ouvert
VC	Grand Rue Jean Jaures (450 m sud)	BOURG DE PEAGE	4	30	U
VC	Grand Rue Jean Jaures (620 m nord)	BOURG DE PEAGE	3	100	U

Vole	Reference tronçon	Communes traversées	Cat	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
VC	Pont Vieux	BOURG DE PEAGE	4	30	Ouvert
VC	Pont Vieux	ROMANS	4	30	Ouvert
VC	Rue Chossigny (sur 40 m)	ROMANS	4	30	Ouvert
VC	Boulevard Lapassat	ROMANS	3	100	Ouvert
VC	Avenue Saillans	ROMANS	3	100	Ouvert
VC	Rue Saint Abbat	ROMANS	3	100	Ouvert
VC	Avenue Paul	ROMANS	3	100	U
VC	Boulevard Roura	ROMANS	3	100	U
VC	Côte des Cordeliers Nord	ROMANS	5	10	U
VC	Côte des Cordeliers Sud	ROMANS	3	100	U
VC	Quai Chevallier	ROMANS	4	30	Ouvert
VC	Quai Chopin	ROMANS	4	30	Ouvert
VC	Rue Fouchelon	ROMANS	5	10	Ouvert
VC	Côte des Masses (Ex RD 532)	ROMANS	4	30	U
VC	Avenue J Jaurès et Rue Wilson	SAINT VALLIER	3	100	Ouvert
VC	Rue Mendès France et Rue Picpus	SAINT VALLIER	4	30	Ouvert
VC	Rue de Sully Sud	VALENCE	5	10	U
VC	Avenue de Romans RD 68 – RD 7	VALENCE	3	100	U
VC	Avenue de Romans RD 7 – Avenue de l'Yser	VALENCE	4	30	U
VC	Avenue de Romans Avenue de l'Yser – Ex RD 261	VALENCE	3	100	U
VC	Avenue de Romans Ex RD 261 – RD 432	VALENCE	2	250	Ouvert
VC	Rue Montplaisir	VALENCE	5	10	U
VC	Avenue de la Marne	VALENCE	4	30	U
VC	Rue Barrault	VALENCE	4	30	U
VC	Rue Berthelot	VALENCE	3	100	U
VC	Rue Chopin	VALENCE	4	30	U
VC	Rue Mozart	VALENCE	5	10	U
VC	Rue Clément	VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Rue de la Manutention	VALENCE	4	30	U
VC	Boulevard Cîre	VALENCE	4	30	U
VC	Avenue de Vauban	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue Herriot	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Dupre de Loire	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue Maurice Faure	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue Victor Hugo (RD 7 – Rue de la Cécile)	VALENCE	4	30	U
VC	Avenue Victor Hugo (Rue de la Cécile – Rue Marguerite)	VALENCE	5	10	U
VC	Avenue Victor Hugo (Rue Marguerite – Avenue Semard)	VALENCE	4	30	U
VC	Place Brland	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Place Championnet	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue de la Cécile	VALENCE	4	30	U
VC	Rue Papin (Rue de la Cécile – Rue Semard)	VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Avenue de la Libération	VALENCE	4	30	U
VC	Avenue des Auréats	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Rue des Mourettes	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue des Baumes	VALENCE	4	30	U
VC	Rue Chateaufort	VALENCE	5	10	U
VC	Rue Montgolfier	VALENCE	5	10	U

Vole	Référence tronçon	Communes traversées	Ord	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissus
VC	Rue Franklin	VALENCE	5	10	U
VC	Rue Senebler	VALENCE	4	30	U
VC	Avenue Juin	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Seigné	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Paul Bert Sud (Rue de la Cécile sur 250 m)	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Rue Paul Bert Nord (250 m de la rue de la Cécile)	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue Carnot	VALENCE	4	30	U
VC	Faubourg Saint Jacques	VALENCE	3	100	U
VC	Passage Argonne	VALENCE	5	10	U
VC	Avenue de CHABEUIL	VALENCE	3	100	U
VC	Avenue de CHABEUIL	VALENCE	5	10	Ouvert
VC	Avenue de CHABEUIL	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Avenue de CHABEUIL	VALENCE	3	100	U
VC	Rue George Bonnet	VALENCE	5	10	U
VC	Route de Montélar	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Boulevard Kennedy	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Boulevard Churchill	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Boulevard Roosevelt	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Avenue Santy	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Avenue de Verdun	VALENCE	4	30	U
VC	Boulevard André	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Av Gambetta / Bd DeGaulle	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Av Gambetta / Bd DeGaulle	VALENCE	4	30	Ouvert
VC	Rue Faventhès	VALENCE	4	30	U
VC	Ex RD 2507 N (échangeur Valence sud)	VALENCE	3	100	Ouvert
VC	Ex RD 94 (PR 42 +811 à 44 + 996)	NYONS	4	30	Ouvert

4/ Réseau ferré.

Ligne	Communes traversées	Début	Fin	État	Largeur des rails affectation mètre	Statut
Ligne Paris Lyon Marseille	SAINT RAMBERT D'ALBON	571 + 414	Début du Tunnel de Cagnard	1	300	Ouvert
	ANDANCETTE					
	LAVEYRON					
	SAINT VALLIER					
	PONSAS					
	SERVES SUR RHONE					
	EROME					
	GERVANS					
	CROZES HERMITAGE					
	TAIN L'HERMITAGE					
	MERCUROL					
	LA ROCHE DE GLUN					
	PONT DE L'ISERE					
	CHATEAUNEUF SUR ISERE					
	BOURG LES VALENCE					
	VALENCE	Fin du Tunnel de Cagnard	888 + 744			
	PORTES LES VALENCE					
	ETOILE SUR RHONE					
	LIVRON SUR DROME					
	LORIOL SUR DROME					
	SAULCE SUR RHONE					
	LES TOURETTES					
	LA COUCOURDE					
	SAVASSE					
	MONTEILMAR					
	CHATEAUNEUF DU RHONE					
	LA GARDE ADHEMAR					
	DONZERE					
	PIERRELATTE					
Ligne Valence Grenoble	SAINT MARCEL LES VALENCE	7+800	9+732	3	100	Ouvert
	ALIXAN	9+732	Limite est du département	4	30	Ouvert
	CHATEAUNEUF SUR ISERE					
	ROMANS SUR ISERE					
	SAINT PAUL LES ROMANS					
Ligne Grande Vitesse	LAPEYROUSE MORNAY	454 + 327	Limite sud du département	1	300	Ouvert
	MANTHES					
	MORAS EN VALLOIRE					
	SAINT SORLIN EN VALLOIRE					
	CHATEAUNEUF DE GALAURE					
	MUREILS					
	LA MOTTE DE GALAURE					
	CLAVEYSON					
	BREN					
	MARSAZ					
	CHAVANNES					
	CLERIEUX					
	GRANGES LES BEAUMONT					
	CHATEAUNEUF SUR ISERE					
	ALIXAN					
	SAINT MARCEL LES VALENCE					
	MONTEILIER					
	CHABEUIL					
	MONTVENDRE					
	MONTMEYRAN					
	UPIE					
	ROYNAC					
	MARSANNE					
	BONLIEU SUR ROUBION					
	LA LAUPIE					
	SAUZET					
	MONTBOUCHER SUR JABRON					
	VAUNAVEYS LA ROCLETTE					
	EURRE					
	CREST					
	DIVAJEU					
	CHABRILLAN					
	LA ROCHE SUR GRANE					
	ESPELUCHE					
	ALLAN					
	MALATAVERNE					
	ROUSSAS					
	LES GRANGES GONTARDES					
	DONZERE					
	LA GARDE ADHEMAR					
	PIERRELATTE					

Article 4 :

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 3 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R571-43 du code de l'environnement.

L'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 à 12 de l'arrêté du 23 juillet 2013.

Article 5 :

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 sont :

Pour les lignes ferroviaires à grande vitesse et les infrastructures routières :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne (dB(A))	Niveau sonore au point de référence en période nocturne (dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne (dB(A))	Niveau sonore au point de référence en période nocturne (dB(A))
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur » à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- pour les rues en "U" : à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades ;
- pour les tissus ouverts : à une distance de dix mètres de l'infrastructure considérée. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. La distance est mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée le plus proche, et pour les infrastructures ferroviaires, à partir du rail le plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Article 6 :

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département.

Article 7 :

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

Liste des communes concernées par le classement sonore des voies 2013		
ALBON	EYMEUX	NYONS
ALIXAN	GERVANS	OURCHES
ALLAN	GRANE	PEYRINS
ALLEX	GRANGES LES BEAUMONT	PIEGON
ANCONE	GRIGNAN	PIEGROS LA CLASTRE
ANDANCETTE	HOSTUN	PIERRELATTE
ANNEYRON	JAILLANS	PONSAS
AQUSTE SUR SYE	LA BATIE ROLLAND	PONT DE L'ISERE
ARTHEMONAY	LA BAUME D'HOSTUN	PORTES LES VALENCE
BEAUMONT LES VALENCE	LA BEGUDE DE MAZENC	REALVILLE
BEAUMONT MONTEUX	LA COUCOURDE	ROMANS SUR ISERE
BEAUREGARD BARET	LA GARDE ADHEMAR	ROUSSAS
BEAUSSEMBLANT	LA LAUPIE	ROUSSET LES VIGNES
BEAUVALLON	LA MOTTE DE GALAURE	ROYNAC
BONLIEU SUR ROUBION	LA ROCHE DE GLUN	SAILLANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE SUR GRANE	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BOURG LES VALENCE	LAPEYROUSE MORNAY	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BREN	LARNAGE	SAINT MARCEL LES SAUZET
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT MARCEL LES VALENCE
CHABRILLAN	LES GRANGES GONTARDES	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
CHABRILLON	LES TOURETTES	SAINT PAUL LES ROMANS
CHANOS CURSON	LIVRON SUR DROME	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHANTEMERLE LES BLES	LORIOLE SUR DROME	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	MALATAVERNE	SAINT RESTITUT
CHATEAUNEUF DE GALAURE	MALISSARD	SAINT SORLIN EN VALOIRE
CHATEAUNEUF DU RHONE	MANTHES	SAINT UZE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MARGES	SAINT VALLIER
CHATUZANGE LE GOUBET	MARSANNE	SAULCE SUR RHONE
CHAVANNES	MARSAZ	SAUZET
CLAVEYSON	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL AUX BARONNIES	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL ET BLAONS	SOLERIEUX
COLONZELLE	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CONDORCET	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CREST	MONTELIER	TULETTE
CROZES HERMITAGE	MONTELMAR	UPIE
DIE	MONTMEYRAN	VALAURIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALENCE
DONZERE	MONTVENDRE	VALNAVEYS LA ROCHETTE
EROME	MORAS EN VALLOIRE	VEAUNES
ESPELUCHE	MOURS SAINT EUSEBE	VENTEROL
ETOILE SUR RHONE	MUREILS	VINSOBRES
EURRE		

Article 8 :

Le présent arrêté doit être annexé par le maire de chaque commune visée à l'article 7, à son plan local d'urbanisme.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 3 doivent être reportés par le maire de chaque commune visée à l'article 7, dans les documents graphiques du plan local d'urbanisme.

Article 9 :

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie de chaque commune visée à l'article 7, pendant

un mois au minimum.

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Des copies du présent arrêté sont adressées :


- aux sous-préfets de Die et Nyons,
- aux maires des communes visées à l'article 7,
- au directeur départemental des Territoires (DDT),
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),
- au directeur territorial de l'agence régionale de santé (ARS),
- aux gestionnaires des réseaux concernés.

Article 12 :

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme et M. les sous-préfets, M. le directeur départemental des Territoires et Mme ou M. le maire de chaque commune visée à l'article 7 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Valence, le 20 NOV. 2014

Le Préfet,



Didier LAUGA